

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS

ACP : Afrique, Caraïbes, Pacifique
APDA : Aide Publique au Développement
BM: Banque Mondiale
CMED : Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement
CTA : Centre Technique de Coopération Agricole et rurale
DPT : Développement Participatif de Technologies
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
FAO : Food and Agricultural Organisation
FID : Fonds d'Intervention pour le Développement
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FMI: Fond Monétaire International
ILEIA: Information Centre for Low-External-Input and sustainable Agriculture
ODD : Objectif de Développement Durable
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PED : Pays Envois de Développement
PIB : Produit Intérieur Brut
PSDR : Programme de Soutien pour le Développement Rural
PSSA : Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire
TdT : Transfert de Technologies
MAP : Madagascar Action Plan

GLOSSAIRE

Agriculture traditionnelle : Système de production basé sur un savoir et sur des pratiques indigènes, fruit d'une longue évolution au fil des générations.

Agriculture naturelle : Système agricole, dont les recherches visent à suivre la nature en limitant au maximum les interventions humaines ; sont proscrits : le travail du sol mécanisé, les engrais chimiques..., sans aucune dépendance envers les produits chimiques.

Agriculture de subsistance : Systèmes de production où une grande partie de la production finale est consommée par le producteur. La plupart des systèmes de subsistance comprennent la production de certaines cultures ou d'animaux pour la vente, mais le rapport entre production vivrière et production commerciale peut varier considérablement d'une année à l'autre.

Compost : Engrais résultant de la décomposition de résidus végétaux et animaux.

Infrastructure : Structures de base supportant une économie, souvent fournies par le gouvernement (mais parfois par le secteur privé) ; il s'agit de l'eau, des transports, des communications, des organisations étatiques,...

Les fonctionnements : ces sont des accomplissements alors que les capacités décrivent la liberté de choisir parmi les différents fonctionnements.

Vulgarisation : Incitation par l'application des informations sur les formations obtenues.

Innovation : C'est l'application réussie d'une invention dans le domaine économique et commercial.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE ET L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE I : GENERALITES ET THEORIES

SECTION I : NOTIONS-DEFINITIONS

I-Définitions

SECTION II : APPROCHES THEORIQUES

I : Théories sur l'agriculture

II : La liaison entre l'agriculture et l'industrie

III : Théories sur l'innovation

IV : L'agriculture et la pauvreté

CHAPITRE II : LE ROLE ET LA PLACE DE L'AGRICULTURE

SECTION I : LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

I : L'agriculture au niveau mondiale

II-La sécurité alimentaire et la pauvreté

SECTION II : LE POIDS DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE MALGACHE

I : La place de l'agriculture à Madagascar

II : La production agricole à Madagascar

PARTIE II : PAR QUELS SYSTÈMES PEUT-ON EFFICACEMENT METTRE

L'AGRICULTURE POUR REDUIRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR ?

CHAPITRE I : LE ROLE DE L'AGRICULTEUR ET L'ETAT DANS LE SECTEUR

AGRICOLE

SECTION I : LE ROLE DE L'AGRICULTEUR

I-Utilisation des techniques productives

SECTION II : LE ROLE DE L'ETAT

I-Renforcer la sécurité et l'éducation dans les zones rurales

II-Défis contre les blocages économiques

III-Accroître les surfaces d'exploitation agricole et la sécurisation foncière

CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES

SECTION I : REFORMER LES POLITIQUES AGRICOLES

I-Politique du commerce

II-Gestion du prix

III-Politique de développement agricole

IV-Facilité l'accès au crédit

V-Réforme fiscal agricole

SECTION II : AMENER L'AGRICULTURE AU MARCHE

I-Augmenter la valeur des ressources par l'utilisation d'intrants d'origine extérieure

II-Partenariat mondial

III-Renforcer les compétences des agriculteurs

IV-Motivé les jeunes agriculteurs

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution en chiffres du taux de la pauvreté rural à Madagascar

Tableau 2 : Evolution en pourcentage de la production par secteur

Tableau 3 : Qualités et quantités des terres disponibles

Tableau 4 : Taux de croissance de la production alimentaire 1970-1985 (en % annuel)

ANNEXES

Tableau 5 : Besoins en semences par rapport à la superficie

Tableau 6 : résultat du MAFF

Tableau 7 : évaluation de l'Excédent ou Déficit en riz (2006-2008)

Tableau 8 : infrastructures d'irrigation, utilisation d'intrants modernes et rendements du riz

Tableau 9 : prix du riz à la récolte (Ariary/kg)

Tableau 10 : Effectif de population agricole

Tableau 11 : Production des principaux produits Malagasy

Tableau 12 : Répartition des ménages selon le groupe socio-économique (GSE) du chef de ménage et selon le milieu de résidence

Tableau 13 : Superficie économique moyenne et répartition des ménages agricoles selon la taille de l'exploitation par Région

Tableau 14 : Rendement par type de riziculture et par zone

Tableau 15 : Indicateurs Macroéconomique

Tableau 16 : Les autres produits agricoles à Madagascar

Tableau 17 : Les principaux produits d'exportation

Schéma 1 : Exploitation par filière agricole

Schéma 2 : Importance du mode de faire valoir par superficies agricole

INTRODUCTION GENERALE

Au XXI^e siècle, l'agriculture reste un instrument fondamental du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Les trois quarts des habitants pauvres des PED sont des ruraux. 2,1 Milliards d'individus ont moins deux dollars et, dans le cas de 880 Millions d'entre eux, moins d'un dollar par jour pour vivre et la plupart tirent leur subsistance de l'agriculture¹.

La pauvreté est un problème complexe étant donné son caractère multidimensionnel et multisectoriel qui relève des problèmes structurels d'une nation donnée. Dans cette vision, le bas revenu ne peut pas être combattu que si la lutte contre la pauvreté fasse partie intégrante des politiques de développement économique. Notons que l'agriculture est très prometteuse en termes de réduction de la pauvreté et de la lutte contre l'insuffisance alimentaire.

Dès qu'on parle de pays à vocation agricole, le premier réflexe porte sur le cas des Pays En voie de Développement (PED). Madagascar se trouve parmi cette catégorie de pays. Plusieurs facteurs sont à l'origine du développement rural et parmi ceci, il y a l'agriculture.

Actuellement, nombreux sont les problèmes qui perturbent le développement de l'agriculture à Madagascar. Le pays enregistre toujours une baisse de la production agricole, le problème à l'accès à la terre et à la pérennité des concessions. Cette baisse de la productivité est liée aux difficultés rencontrées par les producteurs au niveau des matériels agricoles, du financement du monde agricole malgache, des pratiques agricoles, des intrants et surtout la pauvreté. La résolution de ces différentes contraintes nécessite avant tout le lancement « de l'amélioration du secteur agricole pour réduire la pauvreté ». Le vrai débat sur le thème se tourne non seulement sur l'amélioration de l'agriculture, mais aussi sur la réduction de la pauvreté et l'avenir de l'alimentation mondiale selon l'ODD. Il faut changer de tactique pour avoir un meilleur rendement, chercher une nouvelle technique pour avoir une meilleure productivité dans le but d'améliorer la production nationale. Avec tous les facteurs sociaux, économiques et politiques présent dans le pays, la question qui devrait se poser est la suivante: ***Est-il possible de renforcer la compétitivité de l'agriculture pour réduire la pauvreté ?***

¹ Banque Mondiale, *Rapport de développement dans le monde 2008 : agriculture au service du développement*, p 56.

Face à cette problématique, posons comme hypothèse les idées successives : Les politiques relatives à l'accès à la terre, la croissance démographique rapide et l'urbanisation, les politiques d'investissements agraires, notamment dans l'irrigation et l'emploi d'intrants tels que les semences améliorées, la facilitation de crédit et la renforcement des compétences des agriculteurs peuvent être comme des facteurs clés et primordiaux des gains productivité. Et qui approuve sa validité.

Ce mémoire a deux (2) objectifs. L'objectif principal est de vérifier que l'agriculture est l'avenir pour Madagascar à la réduction de la pauvreté. L'objectif secondaire est de démontrer que l'amélioration a conduit différent de changement sur le secteur agricole malgache grâce à l'augmentation de la production par l'extension des surfaces cultivées ainsi que le rendement. Les efforts établis dans l'innovation sont tous des succès pour l'amélioration de la production et du niveau de vie des paysans.

Ainsi, le travail se divise en deux parties bien distinctes pour pouvoir répondre à la question et étudier en détails à ces hypothèses. Dans la première partie, il s'avère très important de traiter sur l'approche théorique entourant l'agriculture : circuler sur les notions et les définitions autour de l'agriculture, de la pauvreté et de l'innovation ; passer en revue les théories sur l'agriculture ; procédé la situation de l'agriculture et la pauvreté ; après évoquer le rôle et la place de l'agriculture dans l'économie mondiale, la sécurité alimentaire ; mais aussi la place qu'elle occupe dans le pays. Dans une deuxième partie, par quels systèmes peut-on efficacement mettre l'agriculture pour réduire la pauvreté à Madagascar ? : En s'intéressent tout d'abord sur le rôle des agriculteurs et l'Etat dans ce secteur ; procédé les politiques de développement agricole.

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE ET L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE

A partir des différentes recherches et études menées par de nombreux économistes au fil du temps, nous avons pu mettre au point dans cette première partie du devoir les notions et les définitions essentielles ; les théories sur l'agriculture. Avant de démontrer la liaison entre l'agriculture et l'industrie, puis l'agriculture et la pauvreté, aborderons en premier chapitre les généralités et les théories sur l'agriculture, et dans la deuxième chapitre le rôle et la place de l'agriculture.

CHAPITRE I: GENERALITES ET THEORIES

A l'échelle de la vie de la planète, la naissance de l'agriculture apparaît au néolithique, alors que son développement et le bien-être matériel qui l'accompagne demeurent un phénomène des plus récents. Dès le début de l'humanité, l'alimentation est le grand problème de la vie dans un monde caractérisé par la rareté substantielle des ressources. C'est cette rareté qui est le fondement de l'économie. Les causes de la naissance de l'agriculture sont aussi nombreux que les écoles de pensée. Pour certains, l'agriculture est la conséquence de l'expression des besoins vitaux.

SECTION I-NOTIONS- DEFINITIONS

Nous allons aborder les définitions de toutes les notions autour de l'agriculture.

I : DEFINITIONS

L'agriculture étant l'activité économique la plus ancienne et le développement agricole est une option stratégique pour réduire la pauvreté.

1) Agriculture

Il y a beaucoup de définitions données à l'agriculture. Nous allons citer certaines d'entre eux :

L'agriculture désigne l'ensemble des pratiques et activités ayant pour objet la culture des terres. Plus généralement, elle désigne l'ensemble des travaux effectués sur le milieu naturel (pas uniquement le sol) permettant de cultiver et prélever des êtres vivants (végétaux et animaux) utiles à l'être humain.

En général, « L'agriculture est l'activité économique ayant pour objet la transformation et la mise en valeur du milieu naturel afin d'obtenir les produits végétaux et animaux utiles à l'homme, en particulier, ceux destinés à son alimentation. »²

²Définition du dictionnaire encyclopédique universel

Par ailleurs, « *L'agriculture est l'ensemble des travaux qui permettent la production des végétaux utiles à l'homme* »³. En effet, le développement agricole est une manifestation de l'homme, à la fois en tant qu'être vivant et en tant qu'agissement sur le milieu vivant.

En économie, l'agriculture est définie comme le secteur d'activité dont la fonction est de produire un revenu à partir de l'exploitation de la terre (culture), de la forêt (sylviculture), de la mer, des lacs et des rivières (pêche et aquaculture), de l'animal de ferme (élevage) et de l'animal sauvage (chasse). Il s'agit des mécanismes de production, de maximisation de profit, de formation du prix, d'écoulement de produit.

Les agronomes distinguent principalement la culture pour l'activité concernant le végétal, et l'élevage pour l'activité concernant l'animal. Mais l'usage courant veut que le terme agriculture soit réservé seulement à la branche culture, qui est constituée par les *grandes cultures* (céréales, oléagineux, protéagineux, cultures maraîchères et légumes), arboriculture fruitière, viticulture (production du raisin), sylviculture et horticulture (culture de jardinage). La production est destinée dans les cas le plus souvent, soit à la vente et à l'autoconsommation des ménages agricoles.

Selon Ahmed Silem, l'agriculture comme « *une activité qui consiste à produire des denrées alimentaires et certaines matières premières* »⁴

Enfin, d'après Gillaini « *La vulgarisation agricole consiste à faire passer dans la pratique courante une innovation technique, économique, sociale dans un temps limité et court* »

2) L'exploitation agricole

Selon le FAO, « une exploitation agricole est une unité économique de production agricole soumise à une direction unique, comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et tout la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole, indépendamment du titre de possession, du mode juridique ou de la taille

À Madagascar l'exploitation agricole défini comme « une unité technico-économique de production agricole comprenant tous les animaux qui s'y trouvent, toutes les terres utilisées entièrement ou en partie pour la production agricole et qui est soumise à une direction unique

³Tayeb A., Etienne, *Agronomie moderne*, Ouvrage collectif, P.4

⁴ Ahmed Silem, Jean Marie Albertini, *Lexique d'économie*, Paris, 1992, P.17

⁵Recensement de l'agriculture 2004-2005

et exploitée par une personne seule ou accompagnée d'autres personnes, indépendamment du titre de possession, du statut juridique, de la taille et de l'emplacement. Elle comprend les terres effectivement exploitées par la direction en vertu de tout autre type d'accord »⁵

Dans le domaine de **l'économie rurale**, « l'exploitation agricole est définie comme une entreprise, ou une partie d'une entreprise, constituée en vue de la production agricole et caractérisée par une gestion unique et des moyens de production propres. »

Plus concrètement, l'exploitation agricole tenir en compte trois caractéristiques suivantes:

Une exploitation agricole avoir produire des produits agricoles ;

une exploitation agricole nécessite avoir une gestion courante indépendante ;

une exploitation agricole nécessite atteindre un certain seuil en superficie (un hectare en France), en production ou en nombre d'animaux.

3) La population rurale et la population agricole

La population rurale est l'ensemble des individus qui résident en milieu rural. Le milieu rural étant défini comme l'ensemble de fokontany dont la proportion de la population exerçant des activités agricoles dépasse 50 %.⁵

Et la personne qui décide toutes les décisions dans la gestion d'une exploitation agricole, s'appelle exploitant agricole.

De plus, les populations actives agricoles ce sont toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole.

A Madagascar, on peut estimer que la population agricole est environ à 13 316 000 dont 51,8% sont de sexe féminin et 48,2% sont de sexe masculin. La population agricole est une population jeune. Il y a pratiquement autant de jeunes de moins de 15 ans dont la proportion est de 48,6% que de personnes de 15-59 ans dont la proportion est de 47,2%⁶.

4) La pauvreté⁷

La pauvreté est un phénomène mondial puisque plus de 2 milliards de personnes vivent avec un revenu au-dessous de deux dollars par jours. La pauvreté est une situation dans laquelle se trouve une personne n'ayant pas les ressources financières suffisantes pour

⁵ Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche

⁶ INSTAT, « la campagne agricole », 2004-2005

⁷ BENNIS B. *Problèmes économiques et sociales*

conserver un mode de vie normal ou y accéder. On basé sur la différence entre la pauvreté absolue et la pauvreté relative l'analyse de la pauvreté.

La pauvreté alimentaire : indiqué les biens et services alimentaires permettant le minimum requis en calories, calculé en appliquant la norme recommandée par le fonds des nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture⁸ à la structure de la population. Le seuil retenu est de 1984 kcal par jour et par personne.

La pauvreté absolue : le seuil est calculé en majorant celui de la pauvreté alimentaire du cout d'une dotation minimale de biens et services non alimentaires. La dotation retenue à cet effet est celle réalisée par les ménages qui ne satisferaient leurs besoins alimentaires que lorsqu'ils leur consacraient le total de leur budget (1800 calories par jours et par personnes : OMS)

La pauvreté relative dont le seuil est obtenue en majorant celui de la pauvreté alimentaire du coût d'une dotation plus conséquente de biens et services des dépenses alimentaires. La mesure de cette majoration, conformément à l'approche d'allocation des dépenses non alimentaires recommandée par la Banque Mondiale, retient la moyenne des dépenses non alimentaires réalisées par les ménages qui atteignent effectivement le minimum alimentaire requis.

Les seuils absolus font donc référence à l'idée de « minimum vital » tandis que les seuils relatifs sont définis par rapport au niveau et mode de vie qui prévalent dans une société à un moment donné. Cependant, que les seuils soient absolus ou relatifs, ils sont toujours normatifs et se réfèrent à une conception purement monétaire de la pauvreté qui ne reflète pas suffisamment la réalité puisqu'elle néglige les variables socio-économiques qui permettent de mieux appréhender le phénomène de la pauvreté.

Partons de la définition même de la pauvreté qui n'est autre que l'état d'un agent économique dont les revenus ne lui permettent plus de satisfaire les besoins primaires (alimentation, habillement, logement...etc.)

⁸ FAO : Food and Agriculture Organisation of the United-Nations et l'Organisation Mondiale de la Santé

5) Les systèmes de production

Pour CHOMBART de LAUWE et POITEVIN dans leur ouvrage classique sur la gestion de l'exploitation agricole (1957), « Le système de productions est la combinaison des facteurs de production et des productions dans l'exploitation agricole ».

Ainsi, pour C.REBOUL, « un système de production agricole est un mode de combinaison entre terre, forces et moyens de travail à des fins de production végétale et /ou animale, commun à un ensemble d'exploitation. Un système de production est caractérisé par la nature des productions, de la force de travail (qualification) et des moyens de travail mis en œuvre et par leurs proportions » (1976).

De plus, BADOUIN utilise le système de production pour l'emploi des ressources productives (ou facteurs de production), et leur répartition. Quant au système d'exploitation, défini par le mode de fonctionnement des unités, il se rapporte aux formes de propriété ou d'usage des facteurs de production.

Par ailleurs, il y a différentes instructions utilisées en agriculture, mais en général il combine les 3 facteurs de production qui sont la terre, le capital et le travail, au niveau de son exploitation, en vue de gagner diverses productions. D'où les trois (3) facteurs sont plus importants dans la sphère de production en science économique.

a) La terre

La terre est le facteur le plus important dans l'agriculture car c'est elle la base même des exploitations. La terre est un facteur fixe contrairement au travail et au capital. « *Le travail est l'ensemble des actions que l'homme dans un but pratique à l'aide de son cerveau, de ses mains, outils et machines, exerce sur la matière ; actions qui à leurs tours, réagit sur l'homme et le modifie* »⁹

La terre, comme nous parlons auparavant, est destinée pour l'agriculture et l'élevage. Selon la **théorie de la rente différentielle** de David Ricardo (1772-1823) on peut analyser que la terre la plus fertile a un faible coût, et pour une même surface, la productivité y est

⁹ Milton Friedman, *Traité de sociologie de travail*, Cahier de croissance

élevée, mais par contre pour la terre ayant de qualité moindre à défaut d'usage d'autres intrants (engrais chimiques plus importants et plus des semences plus perfectionnés) qui coûte plus cher. D'où sa description des rendements décroissants dans l'agriculture annonce une des thèses centrales de l'école classique et sa conception du prix d'équilibre et de la relation entre profit et intérêt préfigure des analyses développées au XIX^e siècle.

En effet, la terre joue un rôle très spécifique dans l'activité agricole. Alors les techniques appliquées sur l'activité agricole est en fonction des superficies des terres à exploiter.

b) Le travail

Le travail est défini comme étant un ensemble des activités économiques, intellectuelles et manuelles organisées et coordonnées des hommes aidés ou non par des machines en vue de produire ou de contribuer à produire des biens et services économiques, c'est-à-dire des valeurs d'usages ou d'utilité répondant aux besoins des hommes et en contrepartie duquel le travailleur perçoit une rémunération. En milieu paysan le travail ou la main d'œuvre représente essentiellement l'énergie physique utilisée dans la production¹⁰.

Cependant, Joseph Stiglitz définit le capital humain comme « l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs »¹¹

De plus, le capital humain est l'ensemble des aptitudes, talents, qualifications, expérience accumulés par un individu et qui déterminent en partie sa capacité à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres.

En effet, la main d'œuvre peut être représentée par trois (3) qualités, les combinaisons de ces qualités peuvent donner le niveau de production. Ce sont : La force physique, la capacité de manipulation, la pratique ou sur l'instruction.

Par ailleurs, depuis Adam SMITH, la plupart des économistes reconnaissent que des compétences de la main d'œuvre d'un pays représentent un des atouts concurrentiels les plus importants. D'où, les excédents de productivité favorables à la croissance et à l'emploi parviennent à l'accumulation de capital humain.

¹⁰ www.institut-numerique.com, 2013.

¹¹ Stiglitz Joseph et alii, *Principes d'économie moderne*, Broché, 2007, p.190.

c) Le capital

Le capital est un stock de biens existant à un moment donné ; le revenu étant le flux de services qui découle de ce stock pendant une période de temps. De plus, c'est un ensemble de ressources hétérogènes et reproductibles dont l'emploi permet, par un détour de production d'accroître la productivité du travail humain.

Ensuite, pour Marx, le capital est avant tout un type de relation sociale, dans la mesure où les capitalistes ne peuvent posséder et accumuler du capital que grâce au rapport social qu'ils entretiennent avec les travailleurs. Marx part de l'analyse de l'école classique pour qui le capital est constitué par tous les moyens de production avancés par les capitalistes durant le cycle de production.¹²

6) L'innovation

En matière économique, l'innovation est une évolution significative d'un produit, d'un service ou d'un processus de fabrication qui apporte quelque chose de nouveau, encore inconnu ou qui utilise une technologie nouvelle issue de la recherche fondamentale. Les objectifs des séances de vulgarisation est d'introduire des nouvelles techniques de production pour remplacer ou substituer les technique archaïque et appauvrissants de l'agriculture surtout dans les PED. L'utilisation de ces nouvelles techniques est dans l'adoption de la culture intensive, de l'usage des semences, la pratique de la monoculture, et de l'utilisation des engrais chimiques.

Donc, l'innovation est un moyen pour acquérir un avantage compétitif en répondant aux besoins du marché.

7) L'économie agricole

L'économie agricole est la partie de l'économie ou de la science économique qui concerne l'agriculture. D'où, l'économie agricole, est une branche pour analyser et d'étudier les phénomènes au niveau de l'agriculture. **On met l'accent dans la gestion optimal du sol pour satisfaire les besoins humains.**

En tant que science, l'économie agricole tombe sous le secteur primaire de l'économie, elle est basée dans la transformation des produits agricole.

¹² Jean Boncoeur et Hervé Thouement, *Histoire des idées économiques*, Tome1, Nathan, 1989, p.201.

SECTION II-APPROCHES THEORIQUES

Dans cette partie on sera traité en premier lieu les théories sur l'agriculture, puis les théories qui peut aborder la liaison étroite entre l'agriculture et l'industrie ; puis les théories sur l'innovation, et enfin sur l'agriculture et la pauvreté. Les théories sur l'agriculture pour voire l'importance de ce secteur dans l'histoire ; la liaison de l'agriculture avec l'industrie peuvent être démontré qu'elle est la base de l'activité économique ; et les innovations car l'utilisation des moyens sont nécessaire pour acquérir un avantage compétitif au niveau du marché.

I-THEORIE SUR L'AGRICULTURE

Dans chaque courant de pensée, l'agriculture a eu sa place correspondante que ce soit les physiocrates, les classiques. Il s'agit ici donc d'analyser l'importance de ce secteur dans les grands courants de pensée économique.

1) Physiocratie

a)Présentation de la pensée

Le terme de Physiocrate est développé par Pierre Samuel du pont de Nemours.

« Physic » signifie nature et « craties » veut dire puissance. La physiocratie littéralement veut dire « Gouvernement de la nature ». Le chef de file est François Quesnay, qui publie en 1758 son fameux *Tableau économique*. Cette école est originaire de France, qui s'est développé au cours de la moitié XVIII^e siècle en réaction au mercantilisme et qui reflète une économie dominée par l'agriculture tout en donnant une première représentation globale du circuit économique. La physiocratie a une double caractéristique : au plan philosophique son fondement est dans l'idée de l'ordre naturel, sur le plan économique, l'analyse de la production pour satisfaire les besoins.

La théorie physiocratique soutient que la terre est la source de toute la richesse.

b) L'agriculture pour les physiocrates

L'agriculture, seule, est productrice de richesses : les physiocrates, contemporains de la « révolution agricole » qui précède immédiatement la Révolution industrielle, très attachés en outre aux propriétaires fonciers et moins à la « bourgeoisie » émergente,

considèrent que seule l'agriculture est à même de fournir un « produit net », c'est-à-dire d'accroître le montant de richesses par rapport aux richesses « avancées ».

Au contraire, l'industrie, les « arts et manufactures » sont réputés être « stériles », ne faisant que transformer les richesses (transformer les « valeurs d'usage »), mais ne créant pas de surplus.¹³

c) Le tableau économique

Le tableau économique est un modèle d'appréhension du circuit des richesses monétaires et réelles, que Quesnay. Cette approche peut représenter les activités économiques par des chiffres. François Quesnay¹⁵, dans la version de 1766 de son Tableau économique, c'est une vision macroéconomique de mettre en évidence les interrelations économiques entre les différents agents économiques, pour lui, seul le secteur agricole est productif puisque seule la ferme donne un surplus à partir du grain de blé, on peut distinguer 3 classes sociales avec les trois séries d'avance :

-*Classes productives* : qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation, c'est-à-dire travailleurs de la terre pour nourrir toute la population. On parle l'avance annuelle de cette classe, montant à deux milliards qui ont produit cinq milliards, dont deux milliards sont en produits net ou revenu

-*Classes stériles* : qui comprend tous les citoyens occupés à d'autres tâches que celles de l'agriculture, ce sont les artisans, commerçants, manufacturiers (travaillent, mais ne dégagent pas de produit net). Et les revenus de deux milliards pour cette classe, il en dépense un milliard en achats à la classe productive et l'autre milliard en achat à la classe stérile.

-*Classe des propriétaires* : qui subsiste par le revenu payé annuellement par la classe productive, dont le rôle essentiel est de fournir les avances foncières qui rendent les terres aptes à la culture et à assurer la circulation du produit net. Et l'avances de cette classe d'un milliard qui se dépense par la classe stérile en achats de matières premières à la classe productive.

¹³ Ghislain D., Christophe L., *Histoire de la pensée économique*, Dunod, p.42.

¹⁵ QUESNAY F.1765, Tableau économique

La doctrine des physiocrates s'opposait au mercantilisme, doctrine économique qui fondait la prospérité d'un Etat sur l'accumulation des réserves de métaux précieux et sur la réglementation des échanges commerciaux, évitant ainsi la fuite de l'or et de l'argent vers l'extérieur.

En effet, les physiocrates soutenaient l'idée le laissez-faire engendrerait naturellement la société la plus riche et la plus vertueuse qui soit. Les échanges pourraient alors s'effectuer librement. Ils faisaient reposer la prospérité sur l'agriculture, il propose que la paysannerie peuvent être crée la seule source de richesse. Autrement dit, les paysanne est la seule classe productive, le commerce et l'industrie permettant seulement de distribuer la richesse produite, et s'analysant en conséquence comme une activité stérile.

d) Le produit net

Dans l'article "Grains" qu'il rédige pour l'Encyclopédie, QUESNAY: mesure la valeur des productions à partir de la quantité de travail nécessaire pour les produire :

«Comparez le gain des ouvriers qui fabriquent les ouvrages d'industrie à celui des ouvriers que le laboureur emploie à la culture de la terre, vous trouverez que le gain de part et d'autre se borne à la subsistance de ces ouvriers; que ce gain n'est pas une augmentation de richesses, et que la valeur des ouvrages d'industrie est proportionnée à la valeur même de la subsistance que les ouvriers et les marchands consomment. Ainsi l'artisan détruit autant en subsistance qu'il produit par son travail.»

La notion du produit net est un terme au cœur de l'analyse des physiocrates. Selon cette théorie le produit net est le prix alloué au propriétaire pour permission que celui-ci a donnée de se servir de son champ pour y établir une entreprise.

En général le Produit Net= Produit Brut – Dépense et frais du cultivateur. C'est-à-dire, la différence entre le produit total dégagé et les dépenses sur les matières première, les semences, le travail.

Par conséquent, Mirabeau et Quesnay (1763, p. 3), la production vient de la terre :

« Dans ce rouage si bien assemblé, on découvre néanmoins clairement d'où part le mouvement. La terre est la source de la production ; mais elle ne produit, au gré de nos besoins, que par le moyen du travail et des facultés de ceux qui la cultivent. C'est à bon droit que nous appelons la classe des cultivateurs classe productive ». Mirabeau et Quesnay restent à l'intérieur du cadre général défini par Petty, mais donnent plus d'importance à la terre et moins au travail. L'agriculture et la terre sont seuls productifs. L'industrie transforme ce qui a été produit par la terre et ne produit rien elle-même.

2) L'agriculture dans les théories libérales

Le libéralisme économique considère que, dès lors que certaines **libertés économiques** sont garanties (propriété privée, libre circulation, liberté du travail et d'entreprendre...), il suffit à chacun de poursuivre son propre intérêt pour concourir à l'intérêt général. C'est un message spécifiquement anti-mercantiliste et aussi à la Physiocratie. Car le Physiocrate met l'accent sur la classe productive, or le Classique est dans l'accumulation du capital. D'où le capital est le moteur pour dynamiser l'économie marchande, de même dans la production agricole marchande. Dans la société l'activité agricole est effectuée pour satisfaire à ses besoins alimentaires, la production agricole n'est plus seulement consacrée à la subsistance familiale mais aussi à l'exportation. Mais avant son ouverture au niveau des marchés extérieurs, un pays bénéficie de plus de débouchés qu'avant grâce à la facilitation de l'exportation de ses produits. D'où l'importance du capital, On constatera une hausse de la production pour atteindre une croissance économique. Par conséquent, Adam SMITH peuvent résumer que le Capital est la source de la hausse de la productivité de travail par l'application des nouvelles instruments aux travailleurs. De plus avec le surplus de profit ainsi obtenu, on a intérêt à cela ne se passe pas forcément de cette manière surtout pour la plupart des pays à économie agricole. L'approche libérale de Rostow et le modèle dualiste de Lewis auront beaucoup d'écho dans la « vie agricole ».

Dans l'histoire de la pensée économique, chaque courant a eu ses propres considérations de l'agriculture. Ils pensent que l'activité agricole est une activité de base et impossible à laisser. D'où ce secteur est développé, surtout dans la période des physiocrates

qui était la seule à admettre la valeur net et l'a mis en avant de tous les autres secteurs. Le courant de pensées qui ont suivi les physiocrates peut être délaissé un peu la place du secteur agricole, mais en se concentrant vers les questions économiques de base tels que le marché, la croissance économique, l'équilibre dans l'économie. Mais cela ne conclure pas que d'après les Physiocraties il n'y a pas une étude sur le secteur agricole. Au contraire, plusieurs auteurs ont continué de traiter sur les effets que peuvent avoir l'agriculture dans l'économie.

II- LA LIAISON ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

Considérons en particulier le processus de développement en tant qu'évolution des trois secteurs d'activités économique. L'agriculture celle classée primaire est aussi une des principales activités des pays en voie de développement. La théorie des « trois secteurs » est une autre conception « linéaire » du développement car d'après elle, le développement serait un changement de structures progressif et uniforme. Le changement ainsi voulu se ferait par une même succession de phase pour tous les pays.

1) La théorie de Colin CLARK et Mouhamed DAHMANI

La catégorisation actuelle des activités économiques est due à l'économiste australien Colin CLARK²², qui a distingué à travers l'histoire, trois secteurs d'activités :

- le secteur primaire qui regroupe les activités concernant l'agriculture, les diverses formes de pâturage, les forêts, la pêche, la chasse et la cueillette,...appelé aussi secteur agricole ;
- le secteur secondaire englobant la manufacture, la construction, l'énergie et les mines, l'artisanat,...que l'on appelle aussi le secteur industriel ou secteur de l'industrie;
- le secteur tertiaire regroupant diverses activités comme le commerce, le transport, le tourisme, les services administratifs, les services socio-sanitaires, l'import-export,...

Le progrès de l'économie numérique² a conduit les analystes à utiliser le concept de secteur « quaternaire ». Terme qui a apparu dans les années 1990, il désigne l'ensemble des activités qui se font uniquement par correspondance en ligne et utilisant les NTIC.

D'après C. Clark, le progrès économique se caractérise par un « déplacement progressif de la population active » du secteur agricole vers le secteur industriel et le secteur des services. Il a fait observer que les pays ayant un revenu par tête plus élevé sont ceux où les activités du secteur des services occupent la plus grande partie de la population active.

La définition donnée par Mouhamed DAHMANI¹⁴. C'est un économiste algérien qui s'est exprimé comme suit : « La première phase relative à l'extraction, à la production, aux opérations nécessaires à l'exportation, de loin la plus pauvre en valeur ajoutée correspond à la phase primaire.

Ensuite vient la phase secondaire qui porte sur le raffinage..., la première transformation industrielle, l'élaboration de produits semi-finis et prêts à la production des produits finis et manufacturés. Cette deuxième phase nécessite beaucoup de capitaux, de technologie, de main d'œuvre plus ou moins qualifiée et spécialisée, ...

Enfin la phase tertiaire à l'élaboration de produits finis disponibles pour la consommation directe (outils industriels, biens d'équipement, et.).

2) Le modèle de LEWIS

Lewis (1954) décrit une vision du développement basée sur un transfert de ressources de l'agriculture vers l'industrie. Il propose deux flux fondamentaux de ressources à la base du processus de développement :

- flux de main-d'œuvre : de l'agriculture viennent les travailleurs nécessaires à l'industrie;
- flux de biens alimentaires : de l'agriculture vient également les biens alimentaires qui permettent à la force de travail non agricole de vivre. Pour les économies dans lesquelles les échanges internationaux de biens alimentaires sont limités, un surplus agricole produit localement est nécessaire pour soutenir le développement du secteur industriel.

Cette approche voit le développement économique comme la transformation progressive du secteur traditionnel en un secteur moderne, qui va au-delà de la transformation agriculture industrie mais est essentiellement construite sur cette base.

Le point de départ du modèle de Lewis est l'idée d'une économie duale

• L'hypothèse de dualisme¹⁵

¹⁴ Leçons Lalao RAJONSON, Economie Industrielle 4^{ème} année

¹⁵ Lewis Arthur, 1954

Le dualisme est la coexistence d'un secteur traditionnel et d'un secteur moderne qui renvoient à des modes différents d'organisation de la production.

– Le secteur traditionnel repose sur des formes traditionnelles d'organisation de la production basées sur le travail familial et non sur le travail salarié. Le produit global n'est pas distribué sous la forme de salaires et de profits mais sous la forme de parts revenant à chaque membre de la famille.

-La productivité marginale du travail est nulle dans le secteur traditionnel

– Par opposition le secteur moderne décrit une organisation capitaliste de la production qui repose sur l'utilisation du travail salarié par les capitalistes qui la mettent en œuvre pour obtenir un profit.

La possibilité d'expansion du secteur industriel est déterminée en partie par les conditions de la production dans l'agriculture. En particulier, sans l'existence d'un surplus agricole, il est difficile de créer une croissance industrielle.

- Les systèmes dans le transfert du surplus vers l'industrie

La transition agricole doit se poser sur des facteurs structurels affectant la demande. L'amélioration de la productivité agricole permet une baisse des coûts de production agricoles, qui se traduit par une baisse des prix relatifs agricoles. En effet, selon la loi d'Engel, l'élasticité-revenu de la demande de produits alimentaires étant inférieure à 1, l'amélioration de productivité dans l'agriculture profite à l'industrie : la baisse des prix agricoles n'est pas intégralement absorbée par une augmentation équivalente de la demande en produits agricoles, qui se rapporte sur les produits industriels. Une augmentation des revenus se traduit alors une augmentation de la demande des produits industriels et des services et une diminution des prix relatifs des biens alimentaires. Cela facilite beaucoup le transfert de la main-d'œuvre agricole excédentaire vers le secteur industriel, dans lequel la productivité marginale de la main d'œuvre est positive.

Par conséquent, Lewis propose la thèse dans laquelle la mise au travail de l'excédent de main-d'œuvre agricole permet d'engendrer des profits croissants. L'analyse part du dualisme des économies, qui est le trait central des économies en développement : un secteur agricole traditionnel de subsistance disposant d'un excédent structurel de main-d'œuvre coexiste avec un secteur moderne capitaliste. La productivité marginale du travail est nulle dans le secteur agricole : sa production ne se réduit pas quand on lui soustrait la force de travail en excédent.

L'excédent potentiel de main-d'œuvre résulte de l'effet combiné de la croissance démographique, du progrès technique dans le secteur agricole et de l'extension des droits de propriété, et il doit être impérativement libéré d'asseoir les bases de l'industrialisation, de même façon que lors de la première révolution agraire en Angleterre au milieu du XVII^e siècle¹⁶.

L'économie de tout pays a commencé par la production agricole mais pour aller vers le développement il faut que chaque pays traverse les trois secteurs d'activité suivants :

- ✚ D'abord, le secteur agricole consacré essentiellement à la production des biens de premières nécessités ou des biens de consommation ;

- ✚ Ensuite, l'économie doit s'orienter vers les services constituant le deuxième secteur où la communication entre agents économiques prend beaucoup d'importance ;

- ✚ Enfin, la dernière : le secteur tertiaire qui est basé sur l'industrialisation. La production ne sera qu'agricole mais aussi industriel avec des produits finis.

Et cela peut renforcer par la complémentarité du secteur traditionnel et le secteur moderne qui se base sur un transfert de ressources de l'agriculture vers l'industrie.

III- THEORIES SUR L'INNOVATION

Les différents points de vue des théories qui peuvent expliquer ces innovations : Solow et les théories de croissance endogène, W. Shultz, et Rostow.

1) Modèle de Solow

En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire.

D'où le modèle de Solow se focalise son attention sur la dynamique de quatre variables : L'accumulation du capital, du travail, le progrès technique, et les connaissances dans la croissance agricole. Son modèle peut analyser la relation entre la quantité de travail, le

¹⁶Berthelier Pierre, Lipchitz Anna, *Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement ?*, Revue Tiers Monde 3/2005 (n°183), p.603-624.

stock de capital, le progrès technique et de la production au sein de l'économie. D'après son analyse l'économie tend vers une économie stationnaire sur long terme et le taux d'épargne, le progrès technique et la croissance démographique détermine la situation d'équilibre. A long terme, les facteurs qui détermine la croissance économique est en fonction du taux de croissance de la population, du taux d'épargne et cela selon les données du modèle de Solow qui est liés aux progrès technique.

En effet, ce modèle annonce qu'il y a lien étroite entre la pauvreté et la démographique. De plus, une augmentation de la démographie, implique une diminution du capital par tête. Par conséquent le pays s'appauvrie.

2) Théorie de croissance endogène (Lucas)

La théorie de croissance endogène met l'accent sur l'importance des facteurs qui peuvent conduire des externalités positives. La source de la croissance peuvent dépend par plusieurs facteurs pour la collectivité : investissement en capital physique, investissement en capital public, investissement en capital humain, apprentissage par la pratique, division de travail, recherche des innovations technologiques. Pour cette théorie, la croissance ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques, ce qui explique la croissance endogène. Pour les économistes de la croissance endogène, l'innovation ne tombe pas du ciel.

3) Théories de W. Shultz

Shultz, insiste en particulier que le secteur agricole montre une place importante pour développer et donne une place-clé au capital humain en se concentrant sur la dimension qualitative du facteur travail, à savoir « l'habileté, la savoir et toutes les capacités permettant d'améliorer la productivité du travail humain ». Il observe que dans la formation et l'éducation un moyen essentiel pour améliorer la productivité et conséquemment le revenu agricole. En effet, pour améliorer la capital humain il distingue cinq sources de production : les infrastructures et services de santé qui affectent l'espérance de vie et la vitalité des individus, la formation professionnelle organisée par les entreprises, le système éducatif de l'école élémentaire au supérieur, les programmes d'études et de formation pour adulte non organisés par des entreprises et la migration des individus. La croissance peut être explique

par la rationalité des individus et la résistance des agriculteurs du Tiers-monde par l'incertitude quant aux résultats de l'investissement.

Mais il conteste l'efficacité des subventions de soutien direct aux cours agricoles et privilèges, au contraire, l'aide à l'investissement dans les exploitations agricoles. L'amélioration de la productivité doit avoir un gain plus important aux agriculteurs et de mieux écouler leur production. La stimulation de l'investissement par les pouvoirs publics peut être augmentée la productivité et ce dernier améliore le revenu des agriculteurs. Il s'oppose à une politique visant unilatéralement le développement industriel et se fait de l'avocat de la « révolution verte », qui tend à accroître radicalement la productivité dans le secteur agricole par l'innovation technologique. Le capital humain est une ressource rare qu'il faut développer par les incitations appropriées. Les progrès dans les domaines de santé et de l'éducation sont des variables clés pour expliquer l'évolution économique. Alors pour réduire la pauvreté, on met l'accent la qualité du capital, c'est-à-dire, sur l'amélioration de l'éducation et la formation.

« Pour la plupart, les habitants de la planète sont pauvres ; par conséquent, étudier l'économie de la pauvreté nous apporterait beaucoup de renseignements sur les principes économiques qui comptent vraiment. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté » (Schultz, 1979).

4) Le développement en « cinq étapes » de Rostow

Rostow présente son modèle de développement comme universel et il préconise qu'en se développant les sociétés doivent franchir successivement ces cinq stades qui sont :

- Société traditionnelle,
- Conditions préalables du démarrage,
- Démarrage,
- Marche vers la maturité,
- L'ère de la consommation de masse

Ainsi, Rostow pense que la base du processus du développement d'un pays est basée sur la qualité du secteur agricole. Chaque pays doit suivre, d'une manière linéaire, les mêmes voies que leurs devanciers. Un pays ne peut pas faire un saut de développement. Rostow voulait aussi exprimer le fait que le progrès consiste la modernisation régulière des sociétés agricoles traditionnelles.

En bref, l'innovation a conduit beaucoup de changement sur le secteur agricole grâce à l'augmentation de la production par l'agrandissement des surfaces cultivées. Les pressions dans l'innovation sont tous des succès pour l'amélioration de la production et du niveau de vie des paysans.

IV-L'AGRICULTURE ET LA PAUVRETE

L'agriculture est l'ensemble des opérations ou des travaux de culture du sol poursuivis dans un but de production des végétaux et des animaux utiles à l'homme. Elle est donc une activité économique, puisqu'elle emploie des ressources rares en vue de satisfaire les besoins alimentaires humains.

Dans l'histoire de la pensée économique, plusieurs économistes pensent que l'agriculture est un point stratégique dans l'activité économique. Tout d'abord, pour l'école des physiocrates avec François Quesnay comme chef de file, toute richesse vient de la terre. Au XIX^e siècle, David RICARDO donna à l'agriculture une place privilégiée par rapport aux autres secteurs d'activité économiques.

1) Les pauvres dans les zones rurales

Les pauvres ruraux vivent généralement de l'agriculture, de la pêche de la sylviculture et des petites industries et services apparentés.

La plus part des pauvres ruraux dans les PED doit représenter par des cultivateurs, son travail peut être lié directement à la gestion, à l'organisation et à la production des cultures et du bétail. Or la majorité des paysans n'ayant pas des grandes superficies pour cultiver alors il ne comble pas les besoins de son famille, ils prennent d'autres emplois, agricoles ou non.

Les pauvres ruraux ne constituent pas un groupe homogène. Certains auteurs décrivent le caractère multidimensionnel de la pauvreté rurale qui comprend des revenus bas, un accès inéquitable aux biens de production, des connaissances insuffisantes en matière d'hygiène et de nutrition, dégradation des ressources naturelles.

L'accès aux terres agricoles est un critère important de classification des pauvres ruraux qui amène à distinguer les cultivateurs, qui ont accès à la terre en tant que petits propriétaires ou fermiers

Les indicateurs de pauvreté varient selon la considération de la pauvreté. En prenant la définition donnée par Asselin et Dauphin, en 2000, l'indicateur de la pauvreté est une variable mesurable d'une dimension particulière spécifiée. Plus d'un indicateur peuvent être nécessaires pour décrire une dimension de la pauvreté. Par exemple, si on suppose que la dimension de la pauvreté est le revenu permanent du ménage, alors, l'indicateur serait les dépenses totales annuelles d'un ménage. De plus, si la dimension de la pauvreté est être adéquatement nourrie, l'indicateur est la consommation journalière de denrées de base comme le riz.

A Madagascar d'après l'enquête nationale, quel que soit le seuil de pauvreté considéré, on a une tendance séparée dans l'évolution de la pauvreté à Madagascar: une forte augmentation du ratio de pauvreté entre 2001 et 2002, puis une baisse importante entre 2002 et 2005, une nouvelle forte hausse entre 2005 et 2010, et finalement, une légère baisse entre 2010 et 2012. En principe, cette donnée est expliquée par les évolutions des agrégats macroéconomiques et la persistance des crises cycliques répétées sur les conditions de vie de la population. Les variations sont moins accentuées avec le seuil de 2\$PPA, phénomène dû au fait que la distribution de la consommation par tête est très étalée vers les niveaux pauvres et les plus pauvres et indique la disparition petit à petit de la classe moyenne au sein de la société malagasy.

Entre 2002 et 2010, à cause des crises politiques de 2002 et de 2009, les conditions de vie des ménages se détériorent. Par la suite, les chocs provenant de ces crises aggravent la situation de la pauvreté aussi bien dans le milieu urbain qu'en milieu rural. Toutefois, entre 2010-2012, après le choc brutal de 2009, un phénomène d'ajustement ou d'adaptation stabilise la situation des ménages.

Tableau 1 : Evolution en chiffres du taux de la pauvreté rural à Madagascar

	2001	2002	2005	2010	2012
M/car					
Seuil National	69,6	80,7	68,7	76,5	71,5
Seuil 1,25\$ PPA actualisé	75,6	88,1	76,3	82,0	77,1
Seuil 2\$ PPA actualisé	87,8	93,9	91,1	93,2	91,0
Rural					
Seuil National	77,1	86,4	73,5	82,2	73,3
Seuil 1,25\$ PPA actualisé	82,6	92,3	80,8	87,4	82,5
Seuil 2\$ PPA Courant	92,1	95,5	94,0	96,0	93,7

Source : INSTAT/ EPM 2001, 2002, 2005, 2010, 2012 (in ENSOMD, 2012. p. 137)

2) Détérioration de l'agriculture et la pauvreté rurale

Les pauvres peuvent être se situé dans les milieux ruraux en générale, Dans la majorité des PMA, les pauvres vivent essentiellement en milieu rural et sont tributaires pour leurs services et des activités de transformation qui y sont liées.

Ce qui sous-entend que, les activités des pauvres dans l'agriculture procurent la plus grande partie des revenus des pauvres.

En définitive, la plus part des chercheurs annonce que la pauvreté rurale est en grande partie liée à la médiocrité de l'agriculture des PMA bien qu'elle ne soit pas le seul, toute détérioration dans la production agricole aura des incidences négatives sur les ruraux puisqu'ils tirent essentiellement leurs revenus et leurs possibilités d'emplois des activités agricoles.

On a une cause à effet liée entre l'agriculture et la pauvreté rurale entraîne que la pauvreté dans les zones rurales est à cause de la détérioration de l'agriculture. Par conséquent; les agriculteurs pauvres, n'a pas des moyens d'acquérir les techniques de production plus intensives par la manque de revenus nécessaires pour acheter, or dans l'économie rurale, pour accroître la production et les revenus les intrants sont obligatoirement. Donc, le seul moyen eux d'échapper à ce fléau est de fuir le milieu rural. M.MICHAEL L., directeur de l'unité de recherche sur la pauvreté rurale de l'université du SUSSEX dans un rapport publié par le FIDA affirme que : « Les programmes de réduction de la pauvreté doivent être réorientés en direction de l'agriculture et des populations des zones rurales ».

Ce rapport annonce notamment qu'il faut encourager la production des denrées de base nécessaires à la subsistance des populations pauvres dans les zones rurales. En conséquence, le développement de l'agriculture a un rôle direct à jouer dans l'atténuation de la pauvreté rurale.

En bref, la pauvreté constitue un phénomène pluridimensionnel, cela peut résumer par l'insuffisance des revenus nécessaire pour satisfaire les besoins de la famille, y compris la nourriture, se vêtir, se loger... ; L'absence des services comme l'accès à la santé, à l'éducation, à la sécurité social....Enfin l'exclusion social et économique. Donc pour réduire l'explosion, il faut réduire le décalage rural- urbaine.

CHAPITRE II : LE ROLE ET LA PLACE DE L'AGRICULTURE

Dans les pays d'Afrique Subsaharienne, l'agriculture est le principal secteur économique la plus part de l'objectifs économique et sociaux se voit dans ce secteur. Son premier rôle est de nourrir une population croissante, et aussi une source de revenu. Plus concrètement, c'est un moyen pour éradiquer et réduire la pauvreté, la malnutrition.

Avant de montrer la sécurité alimentaire et la pauvreté, on peut expliquer d'abord la place de l'agriculture au niveau de l'économie mondiale.

SECTION I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Xénophon ne s'intéresse qu'à l'administration des domaines ruraux, se contentant précisément de mettre en évidence l'importance de l'agriculture dans la production des richesses.

I : L'AGRICULTURE AU NIVEAU MONDIALE

L'agriculture est un secteur stratégique pour réduire la pauvreté. Le monde connaît actuellement de profonds changements et il a besoin de l'agriculture pour dessiner son avenir. En effet, elle occupe une place majeur dans les sociétés humaines, intervenant à de très nombreux niveaux : nourriture, territoires, échanges internationaux, ressources énergétique, rapport à la nature, équilibres sociaux...¹⁷

L'agriculture est aussi un pilier de l'économie nationale : à elles seuls, les grandes cultures dégagent une valeur ajoutée.

Quels seront le rôle et la place de l'agriculture dans le monde demain ? Elle va devra d'abord nourrir une population aujourd'hui, donc augmenter sa production, tout en respectant des règles environnementales stricts.

¹⁷ www.Cropscience.bayer

La mission de l'agriculture ne se limite pas à la production : elle joue aussi un rôle essentiel dans l'entretien des paysages et la vitalité du tissu rural.

Dans le monde, l'agriculture représente 42% de la population active devant les domaines de l'industrie 21% et des services 37%.

L'agriculture se représente deux caractéristiques distinguent la production alimentaire de quasiment toute autre activité productive : premièrement, tout individu a besoin (et à le droit) de se nourrir chaque jour, et deuxièmement cette activité est fortement tributaire de la nature. Ces deux spécificités (la première politique, la seconde naturelle) rendent la production alimentaire très vulnérable et différente de toute autre activité. Parallèlement, les valeurs culturelles sont profondément ancrées dans les systèmes alimentaires et agricoles du monde entier.

II -LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETE

Du fait de l'importance du revenu dans la détermination de la consommation alimentaire, la pauvreté est l'une des causes principales de l'insécurité alimentaire.

La pauvreté est souvent définie à partir d'une ligne de pauvreté fixée en termes de niveau de revenu en dessous duquel on peut dire qu'une personne est pauvre¹⁸.

En opposition avec cette définition schématique, le prix Nobel Amartya Sen définit la pauvreté par l'absence d'un niveau suffisant de droit fondamentaux tels que les droits d'accès à des biens essentiels, soit sous forme de droit sur ce qui est produit, de droit marchand sur les biens et services acquis par des mécanismes d'échange sur les marchés – y compris par la vente de son travail – soit par l'intermédiaire de droits étendus – légitimité basée sur les relations sociales, dons/contre dons et biens publics – qui peuvent être échangés par une personne. « Le montant du panier de biens disponibles pour un individu » pourra donc être modifié soit par une variation des dotations des individus, soit par une variation des droits réels à l'échange¹⁹.

La pauvreté entraîne de façon inévitable l'insécurité alimentaire et elle en est une des causes principales. Ainsi, pour des ménages pauvres, une fois les dépenses de premières

¹⁸www.worldbank.org/poverty

¹⁹ReboudV., Amartyz. S: *un économiste du développement ?*, AFD 2008.

nécessités déduites (énergie, habits et autres), il ne reste pas suffisamment de ressources pour satisfaire les autres besoins de la famille. Mais la pauvreté est, elle-même, une conséquence de la sous-alimentation entraînée par une insécurité alimentaire chronique²⁰.

A Madagascar, le problème de l'insécurité alimentaire continue à affecter une proportion non négligeable des ménages. Ainsi, selon le Plan d'Action Nationale pour la Sécurité Alimentaire (PANSA, 2005) de Madagascar, 8% de la population malgache souffre d'une Insécurité Alimentaire Chronique(IAC) et un ménage sur deux connaît une Insécurité Alimentaire Saisonnière(IAS) en périodes de soudure. Une étude réalisée récemment dans les zones d'intervention du Fonds International de Développement Agricole(FIDA) a montré que 64% des ménages localisés dans ces zones sont en insécurité alimentaire dont 20% en insécurité alimentaire sévère (Rakotonirainy *et al*, 2010).

Le développement du secteur agricole doit mettre l'exploitation agricole au centre de la stratégie (ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui), en faisant les clients, les commanditaires et les partenaires. C'est aussi reconnaître que les exploitations malgaches ont toujours fait preuve d'une réelle capacité d'adaptation pour soutenir leurs activités et tenter de préserver leurs conditions face à un environnement économique instable, aux déficits de l'offre de services et aux facteurs de risque récurrents.

SECTION II : POIDS DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE MALGACHE

Le secteur agricole est très important dans l'économie de Madagascar. Nous allons analyser les caractéristiques de ce secteur et puis la place du riz à Madagascar.

I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE A MADAGASCAR

Quelle est la contribution de l'agriculture dans le processus de développement ?

²⁰Broca S., "Food Insecurity, Poverty and Agriculture: A concept Paper", ESA Working Paper No. 02-15, FAO, 2002.

1) Caractéristiques du secteur agricole

Madagascar avec ses vingt-deux régions jouit de grandes potentialités agricoles permettant une grande diversité de productions. Depuis une trentaine d'années le secteur agricole contribue en moyenne 12% du PIB et employait 75% de la population malgache. Le secteur joue un rôle important dans les échanges commerciaux de Madagascar. En 2001, les exportations de produit agricoles et de la pêche représentaient en valeur environ 50% des exportations totales. Les principaux produits agricoles exportés sont la vanille, le girofle, les crevettes, les poissons et les crustacés.

2) Le riz à Madagascar²¹

Le riz a un rôle plus importance dans l'économie et politique à Madagascar. C'est le principal produit cultivé par la vaste majorité des ménages ruraux, et le principal aliment de base, comptant pour 48% de la consommation totale en calories. En outre, c'est un important produit de vente dont le prix influence indirectement les revenus réels de la plupart des ménages.

Malgré les efforts des gouvernements successifs pour augmenter la productivité et la production agricole, le secteur rizicole à Madagascar est resté statique pendant assez longtemps. Le riz est généralement cultivé selon des techniques traditionnelles. L'adoption de variétés modernes a été négligeable et l'utilisation d'engrais est restée à environ 10Kg/ha, bien en dessous de la plupart des autres pays où le riz est la principale culture. Le rendement moyen du paddy reste faible, soit à 2,6T/ha.

Ces 35 dernières années, la production rizicole n'a augmenté que de 1,2% par an, ce qui reflète les effets combinés relatifs à la lente progression de ce domaine (0,4% par an) et une croissance molle de la productivité (0,7% par an). Cependant, la population a cru à un taux annuel de 2,7%.

De plus, l'économie malgache est fondée sur le riz. La population agricole représente une proportion de 80,6 des ménages malgaches dont 70% cultivent du riz, et en milieu rural, 77,8% des ménages sont des riziculteurs. La culture occupe aussi une grande part de la superficie agricole soit les trois quarts des communes malgaches, elle est la principale source

²¹Draft pour Discussion, *Madagascar-Note sur la politique rizicole* .

de revenu des ménages dans 45% des communes avec une proportion de 48,1% des revenus totaux.

En effet, la production nationale varie entre 3.500.000 à 4.500.000 tonnes entre les années 2007 et 2010 et augmente à un rythme inférieur à la croissance démographique. La plupart de la production est affectée à l'autoconsommation soit à un ordre de 69% de la production totale.

II : LA PRODUCTION AGRICOLE A MADAGASCAR

On peut expliquer la production rizicole dans la production nationale et les contraintes faces à l'agriculture.

1) La production rizicole dans la production nationale

La filière contribue à la valeur ajoutée à raison de 12% du PIB national et de 43% du PIB agricole en termes courants²².

L'évolution de la production par secteur est également différente. Entre 2004 et 2006 on a observé une diminution de la production au niveau du secteur primaire. Par rapport aux deux autres secteurs, le secteur primaire est faible en matière de production le tableau suivant donne l'évolution de la production par secteur entre 2004 et 2006.

Tableau 2 :L'évolution en pourcentage de la production par secteur

Année	Secteur Primaire	Secteur Secondaire	Secteur Tertiaire
2004	3,1%	6,6%	6 %
2005	2,5 %	3 %	6,1%
2006	2,1%	3,7 %	7,1%

Source: Nations unies /OMD, 2007, p.11

Les différents problèmes en milieu rural qui sont les causes de cette faiblesse en termes de production du secteur primaire.

²²DABAT, Marie-Hélène, *L'histoire inachevée de la régulation du marché du riz à Madagascar*, Revue d'économie rurale n°303-304-305 (Janvier-Juin 2008), P76

A Madagascar en généralisant le cas, le taux d'activité est environ 64%²³ en 2005. Ce qui constitue en suivant la logique que la production nationale de tous secteurs confondus doit être élevé mais ce n'est pas le cas. Le taux d'activité est un indicateur qui permet de mesurer le niveau de participation de la population en âge de travailler dans la vie économique d'un pays à une période bien déterminée. En spécifiant le cas pour l'agriculture, comme on l'avait mentionné précédemment, la majorité des malagasy estimées à 76,7% y sont occupées.

De plus, démographiquement l'abondance de la population agricole est une première opportunité pour l'agriculture à Madagascar. Encore dans ce domaine démographique, la population Malagasy est jeune, plus de la moitié ont moins de 20 ans ; Présidence de la république de Madagascar, MAP, 2007. Ce qui signifie que la population est apte à travailler. Le milieu rural malagasy est riche en main d'œuvre. La majorité de la population en milieu rural sont occupées dans l'agriculture. A part cette potentialité démographique, il y a d'autres potentialités comme l'abondance des terres cultivables, potentialités de production agricole et la diversité régionale il y a aussi les potentialités en ressources naturelles.

Madagascar est le plus grand producteur de riz de l'Afrique subsaharienne, mais il lui faut encore en importer pour satisfaire les besoins de la consommation nationale. Ces trois dernières années, la consommation moyenne annuelle de riz était de 2,5 millions de tonnes par an, où 150000 à 300000 tonnes était du riz importé.

2) Contraintes faces à l'agriculture

La contrainte d'ordre socio-économique : interdépendance de l'environnement social et de l'environnement économique du pays.

➤ Paupérisation manifeste des villes et surtout de campagnes : aggravation de la malnutrition, précarité de l'emploi, dégradation du pouvoir d'achat, détérioration de l'état de santé, croissance de l'analphabétisme, insalubrité de l'habitat, aggravation du déséquilibre campagne (producteurs) et ville (consommateurs)

➤ Défaillance dans le soutien à la production : crédit rural inadapté et quasiment inexistant, chute des prix, coûts élevés des transports,

²³ INSTAT, EPM, 2005

➤ Déficiences des infrastructures et des subventions : suivant la dernière convention de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), à cause du PAS (Politique d'Ajustement Structurel) le gouvernement ne peut pas subventionner dans le secteur agricole.

➤ Problème foncier : insécurité foncière, difficulté d'accès des producteurs

L'agriculture malagasy est soumise à différents types de problèmes. Des problèmes qui peuvent provenir de différentes sources. On peut dire qu'ils sont d'ordre naturel ou non.

Dans le domaine matériel, l'agriculture Malagasy est marquée par son faible taux de mécanisation. De plus, les matériels utilisés dans l'exploitation agricole sont très anciens. En moyenne, 2,3%¹ est le taux de mécanisation dans l'activité agricole à Madagascar. 70,8% n'utilise aucune moyen de production c'est-à-dire ni utilisation des animales ni utilisation des moyens mécaniques.

Ce faible taux de mécanisation peut expliquer la faible exploitation agricole à Madagascar. En effet, malgré l'existence d'une énorme surface cultivable à Madagascar 4,86% seulement sont exploitées.

Tableau 3 : Qualités et quantités des terres disponibles

Utilisation des terres	Superficies absolues (km ²)	%
Superficie totale de Madagascar	587041	100
Superficies des terres (locaux intérieures non comprises) 581540 99,06	581540	99,06
Terres forestières	124700	21,24
Toutes autres superficies :	93760	15,98
-terre susceptible d'utilisation	55240	9,41
-terrains bâtis et terres inutilisables	38540	6,57

Source : DSRP mis à jour, juin 2005

Dans la réalité, le problème de la hausse de la population est plus vite que la production agricole ainsi le surplus de la population n'est pas absorbé par l'agriculture et on fait appel aux secteurs non agricoles.

Cependant, le riz est un produit à la fois économique, social et politique. Les gouvernements qui se sont succédé à Madagascar ont tous mis un point d'honneur sur la question de l'autosuffisance en riz. Toutefois, la réalité est différente car l'augmentation de la production n'arrive pas à suivre l'augmentation démographique. La conséquence est une réduction de la part commercialisée, exposant les centres urbains à plus de dépendance envers les importations. En effet, la stratégie paysanne pour la production de riz semble obéir à deux objectifs, qu'on peut résumer en un comportement de sécurité alimentaire d'abord c'est à dire (1) assurer la sécurité alimentaire du ménage et (2) augmenter le niveau de revenu. En effet l'agriculture peut travailler avec les autres secteurs à fin d'accélérer la réduction de la pauvreté, l'accroissement de la productivité. De ce fait, elle peut contribuer au développement à plusieurs égards : en tant qu'activité économique, moyen de subsistance et fournisseur des secteurs industrielles.

Le riz constitue ainsi la principale source de revenu agricole dans 45% des communes de Madagascar. L'importance du riz dans l'économie des ménages malgaches demeure un fait, qu'il s'agisse de revenus totaux ou de revenus monétaires.

PARTIE II- PAR QUELS MOYENS PEUT-ON EFFICACEMENT METTRE L'AGRICULTURE POUR REDUIRE LA PAUVRETE ?

Les pays développés se sont développés par l'amélioration de ses agricultures grâce à des financements massive et au développement de ses recherches par l'application des techniques moderne. Alors pour conduire au développement de l'agriculture améliorant ainsi la condition de vie des populations rurales il faut appliquer des moyens plus efficaces.

Compte tenu de la contribution en grande partie de l'agriculture aux emplois et sa part importante du PIB et des recettes d'exportation, en particulier dans les PED, elle constitue la clé du développement durable. De plus, 75 pour cent des populations défavorisées mondiales vivent et travaillent dans les zones rurales. À cet égard, elle doit profiter de l'appui financier et technique des gouvernements nationaux, des donateurs et des institutions internationales financières et professionnelles.

Dans ce chapitre nous allons démontrer le rôle de l'agriculteur et l'Etat dans le secteur agricole, puis les politiques de développement agricole.

CHAPITRE I-LE ROLE DE L'AGRICULTEUR ET L'ETAT DANS LE SECTEUR AGRICOLE

De nombreuses régions d'Afrique, et de même à Madagascar ont enregistré un déclin de la production des cultures traditionnelles par unité de surface, en partie du fait de l'épuisement et de la dégradation des sols, mais également à cause d'instabilités politiques.

SECTION I : LE ROLE DE L'AGRICULTEUR

Les innovations sont très importantes pour augmenter les productivités agricoles.

I-UTILISATION DES TECHNIQUES PRODUCTIVES

1) Techniques concernant les aménagements

- Maîtrise de l'eau dans les rizières, car l'eau est un élément essentiel dans l'agriculture
- Drainage permanent des rizières tourbeuses
- Protection antiérosive des sols de colline
- Réunion de micro parcelles en parcelles plus grandes

2) Techniques concernant les cultures

- Utilisations des semences « améliorées », car dans les trente dernières années ont vu considérablement augmenter la surface cultivée avec des variétés modernes « à haut rendements » pour certaines denrées alimentaires de base. Ces améliorations ont principalement porté sur le riz, blé et le maïs. Dans les PED les nouvelles variétés de riz et de blé couvrent respectivement 25 et 24 millions d'hectares, soit 50% et près de 60% de la superficie totale consacré à chacune de ces cultures (GCRAI, 1985)
- Amélioration des semis (bonne profondeur et régularité)
- Amélioration des sarclages
- Amélioration des repiquages
- Variétés améliorées après l'essai et par extension progressive
- Protection des semences contre des maladies ou des insectes habituels ➤ Intensification de la production de fumier

3) Technique concernant la préparation du sol et son travail

- Calendrier agricole précis pour faire chaque travail au moment le plus opportun
- Préparer les rizières pour le repiquage et les terres de culture pour les semis, par plusieurs passages successifs, dont le moment est choisi en fonction de l'état du sol, jusqu'à ce qu'on obtienne la qualité du sol voulue
- Amélioration des outils manuels

4) Techniques concernant la fertilisation

- Utilisation de litières (matière végétale) dans la fabrication du fumier ou compost. Pour assurer durablement l'élévation de productivité, il est crucial de créer une stratégie environnementale efficace à l'arrêt des feux de brousse et de la pratique du « tavy » qui épuisent les ressources en eau nécessaire à l'agriculture.

SECTION II : LE ROLE DE L'ETAT

L'amélioration du secteur agricole n'est pas seulement pour les agriculteurs mais aussi une affaire du gouvernement.

I-RENFORCER LA SECURITE ET L'EDUCATION DANS LES ZONES RURALES

Un environnement paisible favorise les agriculteurs pour s'accomplir de leurs opérations agricoles. Pourtant, ils sont toujours les premières victimes de situations de conflits. Les pays en conflit sont souvent dépendants de l'aide alimentaire et représentent des niveaux très élevés de pauvreté et de malnutrition. Les pays africains ont dédié de 2 à 8% de leur PIB au secteur militaire. Or, ces ressources auraient dû être utilisées par les gouvernements pour le développement²⁴. Donc on peut mettre la mise en place des postes avancés et des brigades de gendarmerie sur toutes les communes rurales devra mettre tous les agriculteurs à l'accès de la sécurité contre les vols et les «dahalo» en milieux ruraux (comme à Bongolava). C'est le seul moyen de mise en place de la protection de droit de propriété privé aux agriculteurs. Le respect de droit de propriété est la condition nécessaire à l'efficacité

²⁴ www.Wordbank.org/poverty/

du système économique libérale. Notre stratégie est d'apporter à l'économie agricole une politique de libéralisation. Lorsque les producteurs assurés de l'inviolabilité de leurs productions, de leur espace en milieux ruraux, ils sont devenus de plus en plus motivés d'intensifier ces opérations. Cela incite aussi les investisseurs à s'installer en milieux ruraux et de s'activer en agriculture.

Ensuite, l'éducation a une place importante dans l'amélioration du secteur agricole, car si le niveau d'éducation en milieu rural est très insuffisant cela constitue un grand problème dans le secteur de l'agriculture. La faiblesse en niveau d'instruction est un facteur de mauvaise qualification et performance d'un individu. Si on fait référence aux données statistiques, on peut y constater que le milieu rural est le plus touché par le problème d'éducation. En effet, si on compare le taux d'alphabétisation entre le milieu rural et urbain, on constate que les individus qui vivent en milieu rural sont moins alphabétisés que ceux dans le milieu urbain. Le taux d'alphabétisation est de 53,2% pour le milieu rural contre 78% dans le milieu urbain. De plus dans le milieu rural plus de 90% de la population n'ont pas pu dépasser le niveau primaire. Le problème au niveau de l'éducation a des conséquences sur le niveau de production agricole à Madagascar. Faute de ce problème les agriculteurs sont, par exemple, incapables de faire des innovations par l'intermédiaire des créativités, ils s'attachent de plus aux anciennes modes d'exploitation.

II-DEFIS CONTRE LES BLOCAGES ECONOMIQUES

On va prendre seulement le problème de faiblesse permanente d'accumulation de capital. En fait, les programmes de formations et de vulgarisations exposés ci-dessus ne seront profitables aux agriculteurs qu'après applications. La mise en œuvre de ces mesures, pour des agriculteurs qui sont déjà appauvris et qui, en participant à ces formations veulent s'enrichir à partir des nouvelles idées qui leurs y ont été transmis, ne sera pas immédiate faute des mesures d'accompagnement.

Ces mesures peuvent être résumées par la mise à la disposition des paysans les capacités dont ils ont besoin pour acquérir les intrants nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles idées qu'ils ont reçues lors de leurs formations. Là encore, les gouvernements ont

encore du pain sur la planche. Diverses mesures peuvent être prises en compte par ce dernier, on peut prendre comme exemples :

-Une politique de libéralisation et de promotion du secteur de la micro finance sera la bienvenue dans ce cas. Par le biais de cette politique, une disponibilité financière supplémentaire sera accordée aux agriculteurs. Ces derniers pourront en faire des investissements et il y aura un enrichissement des agriculteurs et de la population globale grâce à <<l'effet boule de neige>> du multiplicateur d'investissement. La pratique du crédit-bail est aussi une issue pour aider les agriculteurs à se doter des matériels nécessaires à la réalisation des mesures rectificatives proposées par les formateurs. Cette pratique a un effet bénéfique au développement car il dégage une fraction de capacité financière supplémentaire qui peut être affectée à une ou autres postes de dépenses (scolarisation des enfants, élevage, santé, ...etc.) lucratives à court ou à long terme.

-La réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de transport. En effet, l'irrigation est une partie du kit composant la révolution verte. La culture rizicole à Madagascar, par exemple est essentiellement irriguée. Pour booster la productivité agricole, il faut que l'Etat lance un Programme d'Investissement Public (PIP) pour créer ou entretenir les infrastructures d'irrigation (barrages, canaux,...etc.). Si la productivité agricole pour une filière atteint un certain niveau élevé, une baisse des prix sera observable plus tard de telle manière que d'autres agriculteurs vont essayer de se convertir dans certaines filières ou cultures non saturés (passage par exemple de la culture vivrière à la culture d'exportation). Grâce à cet effet, il y aura une augmentation de la productivité globale dans l'agriculture.

A travers ces quelques exemples, on peut dire que l'agriculture peut lutter contre des blocages économiques pour vaincre le sous-développement.

III-ACCROITRE LES SURFACES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET LA SECURISATION FONCIERE

Le Ministère de l'Agriculture a un objectif pour augmenter les rendements agricoles à savoir le rendement rizicole par exemple. Cette consolidation du rendement agricole est nécessaire non seulement à la satisfaction des besoins alimentaires de la population nationale sur ce produit de base, mais aussi pour augmenter le volume de l'exportation et améliorer la rentrée des devises. Cependant, la disponibilité limitée des terres cultivables constitue une

contrainte. L'abondance des mains d'œuvre agricoles à Madagascar, environ trois quart de la population totale, nécessite un accroissement des surfaces cultivées afin que cette abondance soit proportionnelle au champ de culture. On peut élargir cette surface car la terre arable est environ 2% de la superficie totale, par exemple, tant qu'il y a encore des terres pouvant être allouée à l'agriculture. Cette responsabilité devrait revenir au Ministère de l'Agriculture en collaboration avec le Ministère des Domaines et de l'Aménagement du territoire.

Ensuite, afin d'augmenter l'assurance des producteurs, il faut que le droit de propriété s'étende même jusqu'à la propriété terrienne. Les procédures à suivre à l'accès des titres fonciers devront être faciles. Cela doit se faire par la déconcentration de l'administration de service nécessaire à l'octroi de titre dans chaque région de Madagascar. La durée de réponse à l'obtention de ces cadastres doit être aussi raccourcie. C'est pourquoi le Madagascar DSRP du mai 2003 prévoit un allègement des procédures et de promotion d'octroi de titres aux occupants malgaches. Nous tenons à le rappeler parce que cette mesure contribue au développement du secteur agricole qui est le centre d'intérêt de notre travail.

CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Le but dans ce chapitre est d'analyser les différentes politiques pour développer le secteur agricole.

SECTION I-REFORMER LES POLITIQUES AGRICOLE

Nous allons axes l'amélioration du secteur agricole par les reformes des politiques agricole. On peut étudier successivement les fils d'idées : la politique du commerce, la gestion du prix, puis la politique de développement agricole; ensuite faciliter l'accès aux crédits et enfin sur les réformes fiscales.

I- LA POLITIQUE DU COMMERCE

L'accès à des marchés mondiaux sur lesquels les pouvoirs publics des pays exportateurs ou de leurs partenaires commerciaux n'interviennent pas trop passe souvent pour l'une des conditions essentielles de la prospérité de l'agriculture (Anderson et Valenzuela, 2008). Quel est donc l'environnement commercial dans lequel les pays considérés ont opéré et comment celui-ci a-t-il évolué au cours de la période de vingt-cinq ans couverte par l'étude sont des estimations du taux nominal d'aide (NRA), c'est-à-dire de la proportion dans laquelle l'action publique a hissé les recettes brutes des agriculteurs au-dessus du niveau qu'elles auraient atteint en l'absence d'intervention, ou les a maintenues en-dessous (Anderson et Valenzuela, 2008). Des données étaient disponibles pour seulement treize pays sur les vingt dans lesquels l'agriculture a favorisé le recul de la pauvreté.

II-GESTION DU PRIX

La réussite de la politique rizicole du gouvernement dépendra crucialement de ses capacités à concilier les intérêts divergents des producteurs et des consommateurs. Cela nécessitera des interventions sur deux fronts. Premièrement, la politique des prix devrait assurer que les prix du riz restent assez élevés pour motiver les producteurs, toutefois, pas aussi élevés pour ne pas imposer un fardeau insupportable pour les consommateurs. Deuxièmement, des politiques d'appui à la production devraient permettre aux paysans

d'augmenter la production (par des coûts de production moins élevés ou par plus de productivité) pour s'assurer que des réserves suffisantes de riz produit localement soient sur le marché.

Les prix du riz à Madagascar sont déterminés de deux manières, selon la période de l'année. Pour environ 6 mois après la principale saison de récolte, quand les réserves de riz sont abondantes, les prix sont déterminés par l'offre locale et les forces de la demande. Pour les 6 mois restants, quand les réserves de riz local s'épuisent, les importations sont requises et les prix locaux s'alignent étroitement avec le prix de parité à l'importation. Ces dernières années les prix établis de cette manière sont restés dans une fourchette qui a motivé les producteurs à produire pour le marché tout en gardant le riz abordable pour la plupart des consommateurs.

Souvent, quand le prix du riz a été soit « trop bas » ou « trop élevé », le gouvernement est intervenu sur le marché. Quand les prix sont « trop bas », le gouvernement a imposé une taxe d'importation et/ou une TVA sur le riz pour influencer le marché et augmenter les prix.

III-POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Les objectifs que le Gouvernement assigne au développement rural sont les suivants :

- hausse de la productivité pour atteindre le même niveau que les pays asiatiques et augmenter les superficies irriguées pour cultiver,
- préserver le capital naturel, qui est l'outil de travail des producteurs ;
- suivre les normes internationales de qualité et quantité pour développer les produits d'exportations agricoles et agroalimentaires ;
- gouverner de façon transparente et rationnelle les ressources et assurer leur pérennité.

Cette politique aura pour impacts :

- une contribution à la croissance économique et du bien-être
- la gestion durable des ressources naturelles, car les consommations de denrées alimentaires pour une majorité de la population mondiale, notablement plus important. Dans le monde, on a connu une hausse des rendements des principales cultures alimentaires : + 41% pour le riz, +45% pour le maïs et + 70% pour le blé.²⁵

²⁵Reinjintjes.C, Haverkort.R et Waters.B, *Une agriculture pour demain*, Karthala et CTA, 1995

Tableau 4:Taux de croissance de la production alimentaire 1970-1985 (en % annuel)

	Production totale	Production par habitant
Afrique Subsaharienne	1,7	1,3
Proche-Orient et Afrique du Nord	2,9	0,2
Asie	3,7	3,0
Amérique latine	3,1	2,7

Source : Alexandratos(1988)

•l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le progrès des conditions de vie en milieu rural.

Priorité du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), on a six(6) défis pour le développement rural de Madagascar sur : micro-finance ; révolution verte ; marché ; agro-business ; valorisation des produits, foncier.

Beaucoup de moyens sont mis sur la révolution verte. Des terrains sont encore exploitables et le MAEP a pour objectif le doublement de la production alimentaire à très brève échéance.

Le développement de la production agricole souhaitée par les politiques agricoles repose sur l'ensemble des exploitations Agricoles. Cette politique ne sera donc pas efficace qu'avec une étroite relation entre les décideurs politiques et la population rurale.

L'objectif général de notre gouvernement concernant l'exploitation agricole est : « Soutenir le développement d'exploitations agricoles (EA) familiales et « moderne », professionnelles, compétitives, aptes à tirer une rémunération juste de leur travail et de leurs investissements, à assurer la sécurité alimentaire, et soucieuses des générations à venir »²⁶

²⁶ MINAGRI, *Stratégie de service aux agriculteurs*, novembre 2009, p.7

IV-FACILITE L'ACCES AU CREDIT

La moitié des ménages à Madagascar sont dans la catégorie des petits exploitants agricoles. Au total, les ménages agricoles représentent 67,8% de l'ensemble des ménages. 76,0% sont en milieu rural contre 38,6% en milieu urbain (ANNEXES TAB 13). D'où la sécurisation foncière aussi a une place très importante sur l'agriculture, car cela va donner progressivement une assurance à ces usagers pour l'exploitation durable de leur terre. De ce fait, ils seront alors incités à investir et à améliorer leur productivité agricole. Ils pourront aussi accéder facilement au crédit auprès des institutions financières telles que la Micro finance, parce qu'ils détiennent les documents nécessaires pour la détention légale de leur terrain. Ce bien immobilier peut servir de garantie au cas où ces institutions l'exigent.

Cet accès au crédit ne peut aussi être adapté à tous les ménages agricoles qui existent à Madagascar que si ces institutions de Micro finance se répartissent sur toutes les Régions dotées d'une exploitation agricole. Il faut poursuivre alors un programme d'élargissement de ces points de services de proximité pour que ces ménages agricoles puissent en bénéficier afin que ces derniers puissent lancer leur propre projet permettant d'accroître la productivité agricole.

V-REFORME FISCALE AGRICOLE

« Etant donné la place relative que les activités agricoles occupent au sein de l'économie des pays subsahariens et de l'importance des besoins financiers des Etats, ces pays doivent améliorer la mobilisation des ressources publiques de manière à ne pas nuire le développement de l'agriculture et notamment de l'agriculture d'exportation. Pour rendre plus optimal un système de prélèvement, une réforme de la fiscalité agricole est nécessaire. Ainsi, la réforme fiscale agricole doit viser l'objectifs d'équité en tenant compte que les producteurs agricoles disposent en général de revenus relativement moins élevés que ceux procurés par les activités non agricoles. »

➤ Les implications pour la taxation des producteurs

L'élaboration d'une nouvelle fiscalité agricole doit prendre en considération les contraintes liées aux structures socio-économiques et institutionnelles des pays concernés

➤ Exonération de fiscalité sur les intrants

De nos jours, la taxation des intrants est de plus en plus souvent préconisée pour des raisons budgétaires alors que l'allégement du coût des intrants était la préoccupation des pays d'Afrique pendant longtemps pour favoriser l'augmentation des rendements agricoles. Une telle orientation présente l'inconvénient de grever la compétitivité des exportations en augmentant les coûts de production et de constituer un handicap pour l'intensification des cultures.

Un des obstacles majeurs à un développement plus soutenu des activités agricoles en Afrique subsaharienne est la stagnation des rendements, stagnation qui contraste avec le progrès réalisés dans les autres régions en développement. En fait, l'imposition des intrants agricoles sous forme de droits à l'importation ou de TVA aurait des conséquences néfastes pour les rendements agricoles et par voie de conséquences pour l'écologie.

Le principe de neutralité fiscale vis-à-vis des exportations non agricoles fournit un argument supplémentaire en faveur de l'absence de charge fiscale sur les intrants agricoles. Selon les systèmes fiscaux respectant les standards internationaux, les exportateurs ont à supporter uniquement les taxes sur leur résultat (impôt sur le bénéfice, impôt sur les sociétés) et certains impôts traditionnels sur les activités (patente, droits d'enregistrement) ou les actifs (Impôt foncier).

Par contre, ils n'ont à supporter aucune charge fiscale au titre de la TVA à laquelle ils sont assujettis au taux zéro.

Enfin, pour limiter les distorsions d'origine fiscale à l'encontre des producteurs agricoles d'exportations, il conviendrait de leur éviter toute charge fiscale indirecte. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux exonérations fiscales des principaux intrants agricoles importés et un assujettissement au taux zéro pour les fournitures locales. La perte de recette

liée à la nouvelle définition du prélèvement à l'exportation et à l'exonération des intrants pourrait alors être en partie compensée par un impôt foncier.

➤ L'impôt forfaitaire

L'impôt forfaitaire présente un avantage du fait que celui-ci ne suscite aucune perte de bien-être collectif. En d'autres termes, c'est un impôt dont le contribuable ne peut modifier le. En effet, le rôle de la fiscalité indirecte sur les biens et services reste toujours important et que la substitution d'impôts indirects aux impôts directs ne sont pas considérée comme un objectif souhaitable d'une réforme fiscale.

Parmi les impôts indirects, les taxes sur les exportations agricoles apparaissent néfastes parce que, en général, ces taxes sont concentrées sur un petit nombre de produits soumis à des taux élevés et engendre plus de distorsions qu'un système de prélèvement plus diversifié à taux plus faibles. La perte collective entraînée par ces taxes pourrait être réduite à travers une répartition de ces taxes sur un plus grand nombre de produits.

SECTION II-AMENER L'AGRICULTURE AU MARCHE

Le différent facteur de l'amélioration du secteur agricole ne limite seulement sur les agriculteurs et les politique de l'Etat mais aussi avec des partenaires mondiale.

I-AUGMENTER LA VALEUR DES RESSOURCES PAR L'UTILISATION D'INTRANTS D'ORIGINE EXTERIEUR

L'apport d'engrais organiques ou artificiels d'origine extérieure est indispensable pour équilibrer les flux minéraux au sein de l'exploitation on remplaçant les éléments exportes ou perdus. Des éléments minéraux provenant de l'extérieur peuvent être nécessaires pour accroître la production de biomasse ou la maintenir à un niveau acceptable.

Des intrants artificiels d'origine extérieure telle que les engrais chimiques, l'irrigation, les semences et les pesticides peuvent contribuer à l'équilibre le système d'exploitation ;

augmenter la productivité de la terre et du travail et accroître la production totale de l'exploitation²⁷.

Par ailleurs, sans intrants d'origine extérieure, il est impossible de créer des systèmes d'exploitation orientés vers le marché et permettant de satisfaire les besoins de la population non paysanne. La meilleure utilisation des intrants d'origine extérieure (pesticides, eaux d'irrigation, engrais...).

Pour que ceci soit écologiquement et économiquement réalisable, l'utilisation des intrants d'origine extérieure doit être aussi efficace que possible et en association avec d'autres techniques d'amélioration des ressources (préservation du sol, mise en place d'engrais verts, lutte préventive contre les ravageurs et les maladies...)

II-PARTENARIAT MONDIAL

L'agriculture se présentant essentiellement comme une activité privée, la réalisation des objectifs politiques du gouvernement dépendra, de manière cruciale, de la volonté des investisseurs privés à s'engager dans le secteur. Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, ont manifesté leur intérêt pour l'agro-industrie, mais ce potentiel a été affaibli par les obstacles légaux et administratifs ainsi que par le niveau élevé de l'ingérence politique dans les processus de décisions.

Le Gouvernement a lancé un certain nombre d'initiatives visant à encourager les investissements comme, par exemple, la proposition de mettre à disposition des terrains à des termes concessionnels et l'exemption de taxes sur les machines agricoles importées, mais ces initiatives ont souvent manqué de transparence, et les avantages qu'elles ont générés ont souvent été capturés par une élite. Ces initiatives n'ont pas été suffisamment partagées et ne résultent pas d'un consensus, ce qui apparaît d'autant plus préjudiciable que le secteur est sensible, tant culturellement que socialement.

Les efforts pour attirer les investissements dans le secteur devraient toutefois s'accroître pour profiter de l'intérêt national et étranger grandissant, en accordant la priorité à

²⁷ Van Keulen et Breman, 1990.

la mise en place de règles du jeu claires pour les investisseurs, à la réduction des obstacles à l'entrée, et à la stabilisation de l'environnement politique.

L'expérience réussie de partenariats public/privé (PPP) dans d'autres pays en développement a permis de montrer qu'il est possible de trouver l'équilibre entre une exploitation commerciale rentable et le développement régional, par la création d'emplois et les synergies avec les petits agriculteurs; par exemple, par l'utilisation des systèmes transitionnels de production et l'établissement de contrats entre l'agro-industrie et les producteurs.

Par exemple la « construction du barrage »

L'objectif est de la collecte de l'eau. En agriculture pluviale, il est primordial de bien gérer l'eau. Les précipitations peuvent en effet être trop élevées (par exemple dans le période de cyclone), trop faible ou irrégulières, ce qui entraîne des risques de pertes de production, des dégâts dus à l'érosion, des conditions de croissance défavorables. Il est donc nécessaire d'utiliser des techniques pour conserver l'eau disponible et de bien gérer l'eau vers les parcelles. La collecte de l'eau ne s'agit pas seulement d'augmenter le rendement de culture mais peut aussi de contrôler l'érosion du sol. Par ailleurs cela peut être besoins des investissements pour construire des barrages.

Les pays riches ont tous à un moment donné investi massivement dans l'agriculture (excepté Singapour). Des milliards d'euros en fonds publics sont encore investis chaque année dans la R&D, l'innovation, le soutien des prix et les services d'extension. Une grande part de la recherche et des investissements est consacrée au maïs, au blé, au riz et à la canne à sucre, tandis que des sommes nettement plus modestes sont destinées aux autres cultures ou aux priorités d'investissement des petits producteurs de l'hémisphère sud.

Pour la plupart des participants, des investissements doivent être réalisés dans la promotion, le développement et la préservation du savoir-faire local en matière d'agriculture. Pour eux, les populations indigènes ont un rôle phare à jouer dans ce processus.

Alexis Nicolás Blancas, a déclaré que « *l'agriculture indigène peut devenir le moteur de la préservation de la biodiversité, de la promotion du savoir-faire ancestral en matière d'adaptation au changement climatique et de la création de modèles de développement alternatifs fondés sur les marchés locaux.* »

L'insuffisance d'investissement au secteur agricole a montré une tendance dégressive de la performance agricole et une diminution distincte de production par exploitant agricole. Ce secteur est un indicateur de l'économie du monde rural et le degré de la pauvreté rurale. Ce secteur a une place plus spécifique dans la transaction économique de Madagascar. Elle aussi occupe le cinquième rang mondiale pour la consommation par habitant, de plus, elle caractérise de plusieurs acteurs économiques, allant de petits paysans agricoles jusqu'aux grands opérateurs économiques. Donc il faut mettre des politiques bien élaboré car jusqu'aujourd'hui la demande de riz est très supérieur par rapport à l'offre ou la production nationale ; d'où la nécessité d'importer pour compenser ce manque.

III-RENFORCER LES COMPETENCES DES AGRICULTEURS

Même si les intrants et les matériels agricoles sont améliorés, leur utilisation est impossible sans être accompagnée d'un programme de formation des agriculteurs afin que ces techniques modernes soient adaptées aux besoins de tous les utilisateurs. L'État doit créer un service public de vulgarisation agricole et de perfectionnement pour informer et apprendre les agriculteurs de l'utilisation de ces facteurs de production. Cette initiative revient à l'État car il s'agit d'un bien public. Si l'État n'arrive pas à le créer faute de budget suffisant, par exemple, le recours à cette initiative va être confié à des prestataires de services privés ou à des Organisations Non Gouvernementales. Du côté de la main d'œuvre agricole, le vrai problème est le surplus de main d'œuvre employé dans le secteur. Cette notion de surplus de main d'œuvre est déjà mentionnée dans le modèle de Lewis (le dualisme économique). Mais ici, cette notion va être traitée en tant que grand problème de l'agriculture malgache. Dans la théorie de Lewis, le surplus de main d'œuvre agricole peut être déplacé vers les secteurs modernes dont principalement l'industrie. Le coût de ce transfert de flux de main d'œuvre sera très faible. Le principe de Lewis consiste à ce que l'industrie embauche ce surplus de main d'œuvre afin que les deux secteurs puissent se développer. Ce qui constitue un grave problème à cause des réalités du pays. A Madagascar, les industries sont peu évoluées et très limitées. Le pays est en plus un pays majoritairement agricole. Dans la réalité, même les usines n'arrivent pas à embaucher les gens à la recherche d'emploi dans les villes, le taux de chômage y est élevé. Si les paysans ruraux montent donc en ville pour aller travailler dans l'industrie, sa chance d'être embaucher sera très faible. Le vrai problème de ce surplus de main d'œuvre agricole se trouve dans cette situation. En effet, le système de rémunération

dans le secteur traditionnel n'est pas basé sur la productivité marginale mais sur une mise en commun des revenus. Même si la présence d'un ou plusieurs agriculteurs de plus, travaillant dans les champs, n'augmente plus le niveau de la production, ils seront quand même rémunérés. Alors que s'ils vont aller offrir leur force de travail aux industries, il est fort probable qu'ils ne seront pas embauchés, donc ils n'auront pas de revenu. Dans ce cas il préfère rester travailler dans les champs. Ce qu'il y a c'est que tant que la production moyenne dans l'agriculture est supérieure à la productivité marginale dans le secteur moderne, personne n'aura intérêt à passer dans le secteur moderne (Place F. et Randrianaivo D., 1991).

IV- MOTIVE LES JEUNES AGRICULTEURS

Il consiste d'adopter une politique qui facilite l'intégration des jeunes dans l'agriculture, ce qui assurera la transmission des exploitations aux jeunes générations.

Par exemple, promouvoir des programmes techniques et spéciaux de leadership visant à former les agriculteurs et les dirigeants agricoles de demain, par la voie d'écoles d'agriculture, de programmes d'échanges et d'autres programmes et instituts professionnels similaires, formuler des politiques agricoles appropriées qui permettent aux agriculteurs de gagner des revenus raisonnables de leurs activités agricoles ou inciter la jeune génération vers le métier d'agriculteur en tant qu'activité entrepreneuriale. La méthode de développement agricole centré sur les populations n'a pas seulement permis d'accroître la productivité et d'être à la portée de tous les exploitants agricoles mais également les coûts sont considérablement réduits par rapport aux autres systèmes de vulgarisation.

En bref, les pays développés se sont développés par l'amélioration de ses agricultures grâce à des financements massifs et au développement de ses recherches par l'application des techniques modernes. Le Japon montre précisément cette situation grâce à l'application de la révolution verte qui est l'un des miracles japonais. Alors, on peut mettre en œuvre tous les initiatives pour réduire la pauvreté et améliorer ainsi la condition de vie des populations rurales.

CONCLUSION GENERALE

Le secteur agricole est un poids majeur dans le monde, Plus de la moitié de la population mondiale tire leurs revenus de l'agriculture. Il est aussi vital pour assurer la survie: « sources de nourriture ». D'où l'agriculture est une activité qui consiste à produire des biens. En effet, l'importance de l'agriculture dans l'économie mondiale est alors de lutter contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Pour pouvoir moderniser la sécurité alimentaire et renforce sa capacité, il faut également développer la production primaire, ainsi que l'industrie manufacturière, le commerce et les services essentiels dont a besoins l'agriculture moderne. Plus concrètement, ce secteur permet de fournir des matières premières aux secteurs industriels. Ainsi, de nombreuses études autorisent à penser que le développement agricole et rural devrait permettre une réduction rapide de la pauvreté dans les PED.

A Madagascar, plus de 80 % de la population vivent en milieu rural, et ils sont tributaires de l'agriculture pour leur alimentation et leur moyen de subsistance. Or, le monde actuel tourne autour du commerce international. La concurrence est un phénomène inévitable pour tout pays qui souhaite se développer.

Selon la théorie d'Adam Smith de « l'avantage Comparatif », chaque pays doit se spécialiser sur l'activité qui lui permet de tirer le plus de bénéfice. Pour Madagascar, vu la proportion importante occupée par la population rurale parmi la population active, l'agriculture devrait être sa spécialité.

Mais nombreux sont les obstacles rencontrés par ce milieu : Comme l'insécurité dans les zones rurales qui pousse les agriculteurs vers la ville, des sols épuisés, les problème foncière, l'approvisionnement irrégulier en intrants... c'est pourquoi le gouvernement devrait faire de son mieux pour donner la priorité dans sa politique général au développement rural.

Ainsi l'agriculture malgache assure le développement économique si elle est capable de résoudre les différents problèmes qu'elle rencontre. Pour cela, l'Etat, le secteur privé, et les agriculteurs sont tous responsables à la résolution des problèmes.

Nous nous engagerons à faire en sorte que les politiques et programmes de développement débouchent sur une amélioration durable du bien-être de l'homme et permettant d'améliorer la nutrition.

Par ailleurs, le développement rural et le développement agricole à Madagascar sur les rôles multifonctionnels de l'agriculture et les conservations des ressources naturelles pour la réduction de la pauvreté reste un processus à long terme, malgré cela ce ne sont pas les potentiels qui manquent à Madagascar. L'ouverture et l'amélioration des autres secteurs peuvent être profitables pour Madagascar pour amener l'agriculture au marché.

Certes l'agriculture est un vecteur clé à la réduction de la pauvreté mais il reste encore un potentiel en difficulté. La présence de richesses naturelles dans le sous-sol malgache et la libre entrée de gros investisseurs lui confèrent des avantages énormes. Ces autres facteurs peuvent-ils assurer à eux seuls le développement de Madagascar ?

Pour atteindre l'ODD visant à réduire la pauvreté, il faut trouver les moyens d'augmenter les revenus de ces populations. Que peuvent faire les pouvoirs publics pour favoriser cette hausse ?

BIBLIOGRAPHIE

- Badouin. R., *Les agriculteurs de subsistance et le développement économique*, Paris, Pédone, 1975.
- Banque Mondiale, *rapport de développement dans le monde 2008: agriculture au service du développement*, page 56.
- FAO, *De l'agriculteur au planificateur : échanges et interactions, exploitations des*
- Jacob N. S., *Politique agricole vivrière en Afrique, base du miracle économique en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, 2000.
- Laulanié H., *Le Riz à Madagascar, un développement en dialogue avec les paysans*, édition Karthala, 2003, 288p.
- Laulanié H., *Pour une riziculture scientifique construite sur le schéma de taillage de Katayma*, Lakroa, Fianarantsoa, n°2724, 2725,2726, 1991.
- Marc P., *Economie de développement*, Edition Dalloz, Paris, 1975, 20 p.
- Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : *caractéristiques et tendances*
- Rasoarahona J., 2014, Etat des lieux du développement de l'agriculture à Madagascar, L'agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole ?, Conférence Internationale organisée par la FES, Antananarivo 03 et 04 Juillet 2014.
- Ribier V., Le Cop J.F., *Renforcer les politiques publiques agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre : pourquoi et comment ?*, NEE n°28,2007, p 45-73.
- Rostow. W., *les étapes de la croissance*, le seuil, 1960.
- Vallois P., *Intensification de la riziculture repiquée par l'amélioration des façons culturales*, Rapport de campagne 2004-2005 au PC 15 - Vallée Maria Nina, BVlac/Cirad, 2005, 32 p.

DOCUMENTS, REVUS

- FAO, Rôle de la recherche dans la sécurité alimentaire mondiale et le développement agricole, Documents d'information technique, 1996.
- INSTAT, les 22 Régions de Madagascar en chiffres, Novembre 2005.
- MAP, Recensement de l'agriculture, campagne agricole, 2004-2005, 42 pages.

- Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, 2000/2011/2013/2014.

WEBOGRAPHIE

<http://www.Instat.doc.mg>.

<http://www.Maep.Gov.mg>.

<http://rives.revues.org/449>, consulté le 10 Janvier 2016.

www.institut-numerique, consulté le 12 Janvier 2016.

www.cropscience.bayer, consulté le 23 Janvier 2016.

www.worldbank.org/poverty, consulté le 24 Janvier 2016.

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250263883822&cid=1250263874551>

ANNEXES

I- Economies des semences

Tableau 5 : Besoins en semences par rapport à la superficie

Quantité de semences	Superficie des pépinières	Superficie des rizières
1 kapoka	3 m ²	300 m ² ou 3 ares
3 kapoka	10 m ²	1 000 m ² ou 10 ares
6 kapoka	20 m ²	2 000 m ² ou 20 ares
9 kapoka	30 m ²	3 000 m ² ou 30 ares
15 kapoka	50 m ²	5 000 m ² ou 50 ares
22,5 kapoka	75 m ²	7 500 m ² ou 75 ares
30 kapoka	100 m ²	10 000 m ² ou 100 ares ou 1 ha

(*) Un Kapoka pèse environ 200 g

Source : Association TEFY SAINA, Manuel SRI

II-Amélioration du revenu et de productivité

Tableau 6 : résultat du MAFF ²⁸

Opération	Mode de culture		Gain moyen	
	Classique	MAFF	Base	Ariary
Semences	80 à 160 kg	7 à 15kg	90kg	81000
Arrachage	5 à 6 jours	1,5 jour	4jours	9600
Transport des plants	1,7 jour	0,7jour	1jour	2400
Repiquage	30-35 jours/ha	24 jours	6 jours	14400

²⁸ Une action a été produite en 2004-2005 sur les périmètres rizicoles PC 15-VM PR7S d'Ambatondrazaka pour aider les agriculteurs à consolider la rentabilité de leur exploitation en diminuant leurs coûts de production. L'action a permis la définition d'un nouveau mode d'enseignement de l'amélioration de la riziculture, reprenant plusieurs points du SRI, mais orientés vers l'économie des semences plutôt que vers l'extrême jeunesse des plants, avec un exposé analytique plutôt que synthétique, et introduisant la souplesse plutôt que l'exigence de perfection.

Economie de coûts				107400
Récolte gain	4t/ha	5t/ha	1t/ha	450000
				557400

Source : Rapport de campagne 2004-2005, p.12.

III- L'excédent ou Déficit en riz

Tableau 7 : évaluation de l'Excédent ou Déficit en riz (2006-2008)

Année	Production Paddy (tonne) (1)	Équivalent-en riz Disponibilité en riz (tonne) (2)	Population (3)	Besoins individuels (Kg/an) (4)	Besoins totaux en riz (tonne) (5)	Excédent/ déficit (tonne) (6)
2006	3533545	2067124	18266298	124	2270945	-203821
2007	3886900	2273837	18816307	124	2339325	-65488
2008	4914452	2874954	19377650	124	2409113	+465841

Source : MAEP, service des statistiques agricoles. p 22

IV-Infrastructure d'irrigation

Tableau 8 : infrastructures d'irrigation, utilisation d'intrants modernes et rendements du riz

	Total	Barrage	Source d'eau	Pluies
% de parcelles ou intrants modernes sont utilisés				
...NPK	5	11	4	3
...Urée	5	14	3	2
...Engrais organique	31	51	30	17
...Pesticides/berbicides	6	11	3	7

...Semences achetées	12	12	13	11
Rendements du riz (médiane)				
En kg/ha	2187	2666	2249	1667

Source : INSTAT-DSM, Calculs sur la base de l'EPM 2001.

V- Augmentation du prix du riz

Tableau 9: prix du riz à la récolte (Ariary/kg)

	99-00	00-01
Antananarivo	380	311
Fianarantsoa	423	280
Toamasina	477	356
Mahajanga	443	424
Toliara	497	398
Antsiranana	539	448
Madagascar	448	353

Source : Conseil University/FOFIFA/INSTAT, recensement des Communes Programme Ilo, 2001.

VI- La population agricole

Tableau 10 : Effectif de population agricole²⁹

Unité : nombre

PROVINCE	2008	2009	2010
Antananarivo	3 412 738	3 508 295	3 606 527
Fianarantsoa	3 215 147	3 305 171	3 397 716
Toamasina	1 933 917	1 988 067	2 043 733
Mahajanga	1 852 395	1 904 262	1 957 581
Toliary	2 525 951	2 596 678	2 669 385

²⁹ Service des Statistiques Agricoles, Décembre 2010, « Annuaire 2009-2010 », P 3.

Antsiranana	1 134 950	1 166 729	1 199 397
Madagascar	14 075 098	14 469 201	14 874 338

Source : Service des Statistiques Agricoles/ DSEC, 2011

VII- Les principaux produits

Tableau 11 : Production des principaux produits Malagasy

Unité : Tonne				
Produit	2007	2008	2009	2010
Paddy	3 595 755	3 914 175	4 540 435	4 737 965
Maïs grain sec	453 385	542 835	505 154	443 474
Haricot grain sec	79 505	80 485	82 095	82 130
Pois du Cap	16 670	16 680	16 640	15 210
Manioc frais	2 993 585	3 021 080	3 048 290	3 008 895
Patate douce	894 555	902 665	910 845	919 130
Pomme de terre	216 620	219 630	223 755	225 850
Arachide en coque	60 145	59 855	59 740	59 495
Canne à sucre	480 525	474 440	475 000	447 780
Letchis	169 519	169 525	175 725	183 340
Café marchand	57 750	60 100	56 865	39 760
Poivre noir sec	2 915	5 455	5 050	3 275
Girofle clou	14 030	17 115	16 335	9 535
Vanille verte	5 825	5 280	4 820	3 910
Cacao en fève	6 465	6 465	6 519	7 633
Tabac	2 117	2 087	2 484	2 499
Thé sec	374	246	323	311

Source : Ministère de l'agriculture, *Annuaire 2009-2010*, p.93.

VIII- La répartition des ménages

Tableau 12 : Répartition des ménages selon le Groupe Socio-Economique (GSE) du chef de ménage et selon le milieu de résidence

Unité : %

GSE du ménage	Urbain	Rural	Ensemble
Salariés	27,7	8,8	13,0
Indépendants	23,3	10,4	13,2
Chômeurs	3,8	1,0	1,6
Inactifs	4,6	1,8	2,4
Petits exploitants agricoles	26,8	53,1	47,3
Moyens exploitants agricoles	9,7	19,1	17,0
Grands exploitants agricoles	2,1	3,8	3,5
Pêcheurs	1,7	1,8	1,8
Autres	0,4	0,3	0,3
TOTAL	100.0	100.0	100.0

Source : INSTAT/DSM/EPM, 2010

IX- Superficie moyenne et répartition des ménages agricole

Tableau 13 : Superficie économique moyenne et répartition des ménages agricoles selon la taille de l'exploitation par Région³⁰

Ha : hectares % : pourcentage

Milieu de résidence	Superficie économique moyenne en Ha	Répartition selon la taille de l'exploitation en %			
		Petit exploitant agricole	Moyen exploitant agricole	Grand exploitant agricole	Total
Urbain	1,3	74,1	21,3	4,7	100,0
Rural	1,4	71,6	23,6	4,8	100,0
Ensemble	1,4	71,9	23,3	4,8	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM, 2010, p 83.

³⁰ INSTAT/DSM, Août 2011, « Enquête Périodique auprès des Ménages 2010 », P 83.

En général, l'exploitation agricole à Madagascar est de petite taille (culture intensive). On peut constater que 71,9% des ménages agricoles se concentrent massivement dans la catégorie des petits exploitants agricoles tandis que 23,3% et 4,8% seulement, sont dans les deux autres catégories. Ainsi, la taille des activités agricoles des ménages est faible globalement.

X-Accroissement de la productivité

Tableau 14: Rendement par type de riziculture et par zone

Zone	Type de riziculture			
	Aquatique (kg/ha)	Pluvial (kg/ha)	Tavy (kg/ha)	confondus
Nord	1563	785	1005	1343
Nord-Ouest	1371	754		1347
Centre Ouest	1965	1175		1779
Hauts plateaux	3156	2557		3133
Est	1734	1653	678	1285
Lac Alaotra	2641	1958	619	2429

Source : étude Filière Riz UPDR/FAO, présentations et analyse des enquêtes, juillet 2000

Tableau 15- Indicateurs Macroéconomiques

Tableau 3 : Évolution des Indicateurs Macroéconomiques de 2007 à 2013

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Variation du PIB (%)	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,3	2,5	2,4
Secteur Primaire (%)	2,2	2,9	8,5	-3,4	0,7	1,5	0,9
Secteur Secondaire (%)	9,8	3,6	-7,8	0,2	3,2	5,1	7,9
Secteur Tertiaire (%)	7,8	8,2	-7,5	1,7	-0,3	3,0	2,4
PIB par tête (USD)	375	510	451	448	492	478	496
Taux d'Investissement Brut	28,3	40,3	31,7	18,8	17,6	17,8	16,2
Indice des prix à la consommation (IPC Fin de période) (%)	8,2	11,1	8,0	9,8	6,9	5,8	6,7

Sources : INSTAT, DEME/VPEI

XI-Les principaux des produits vivriers

Tableau 16 : Les principaux produits agricoles à Madagascar

Produit	2003	2004	2005	2006 provisaires	2007 provisaires
Maïs grain sec	317860	308512	390902	373300	403164
Manioc frais	1992200	1949401	2963945	2358775	2573550
Patate douce	492940	487539	887539	869000	6436333

Source : INSTAT/ MAEP/ Direction de Marketing et Etude Economique 2003, p.25

En général, la production des principaux des produits vivriers a enregistré une baisse en 2006 par rapport en 2005 -4,5% pour le maïs,-20,4 pour le manioc.-1,1% pour la patate douce.

XII-Les principaux produits d'exportation

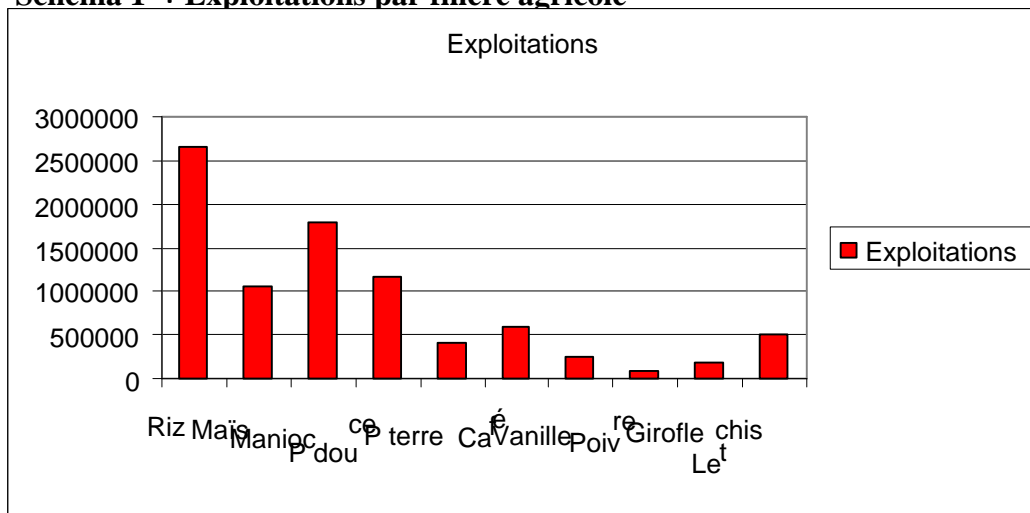
Tableau 17 : Les principaux produits d'exportation

Produits	2004	2005	2006	2007
Letchis	189817	169500	180200	185000
Café	67776	55474	61635	68480
Poire noire sèche	4498	1369	1390	1410
Girofle clou	18055	9873	9900	9930
Vanille verte	2545	7979	7680	7390

Source : INSTAT/ MAEP/Direction de Marketing et Etude Economique 2007, p.30

Pour les produits d'exportation, ils ont connu une légère hausse durant la campagne 2006 :6,3% pour le café .1% pour le poivre et le clou de girofle par rapport aux années précédentes. Toutefois, la production de vanille verte a chuté de 3,7%.

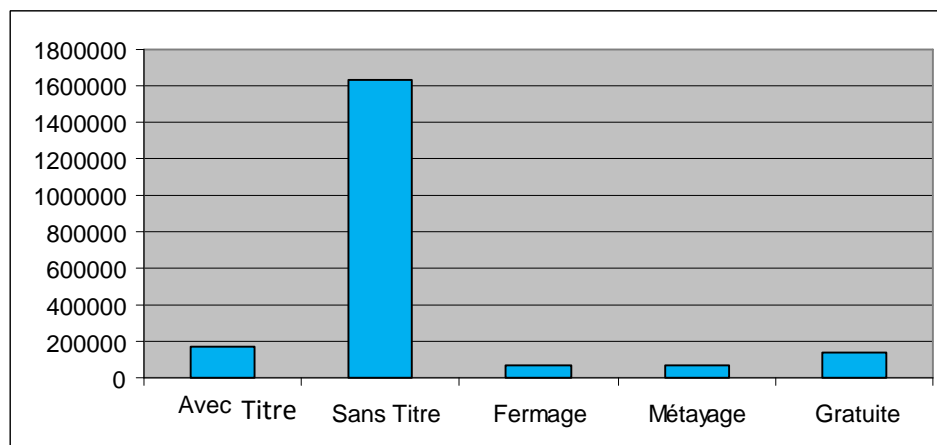
Schéma 1 : Exploitations par filière agricole



Source : Annuaire statistique agricole 2002 /2003

La proportion des ménages riziculteurs est comprise entre [78% ; 81%]. La place du riz, aussi bien dans les cultures vivrières que dans la culture totale est très importante.

Schéma 2 : Importance du mode de faire valoir par superficies agricoles



Source : Recensement national sur l'agriculture 2004-2005

TABLE DES MATIERES

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE ET

L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE -----	3
CHAPITRE I: GENERALITES ET THEORIES -----	4
SECTION I-NOTIONS- DEFINITIONS-----	4
I : DEFINITIONS -----	4
1)Agriculture-----	4
2) L'exploitation agricole -----	5
3) La population rurale et la population agricole-----	6
4) La pauvreté-----	6
5) Les systèmes de production-----	8
a)La terre-----	8
b) Le travail -----	9
c)Le capital -----	10
6) L'innovation -----	10
7) L'économie agricole-----	10
SECTION II-APPROCHES THEORIQUES -----	11
I-THEORIE SUR L'AGRICULTURE-----	11
1) Physiocratie -----	11
a)Présentation de la pensée-----	11
b) L'agriculture pour les physiocrates -----	11
c)Le tableau économique -----	12
d) Le produit net -----	13
2) L'agriculture dans les théories libérales-----	14
II- LA LIAISON ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE-----	15
1) La théorie de Colin CLARK et Mouhamed DAHMANI -----	15
2) Le modèle de LEWIS-----	16
III- THEORIES SUR L'INNOVATION-----	18
1) Modèle de Solow-----	18
2) Théorie de croissance endogène (Lucas)-----	19
3) Théories de W. Shultz -----	19
4)Le développement en « cinq étapes » de Rostow-----	20

IV-L'AGRICULTURE ET LA PAUVRETE -----	21
1)Les pauvres dans les zones rurales -----	21
2) Détérioration de l'agriculture et la pauvreté rurale -----	23
CHAPITRE II : LE ROLE ET LA PLACE DE L'AGRICULTURE -----	25
SECTION I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS	
L'ECONOMIE MONDIALE -----	25
I : L'AGRICULTURE AU NIVEAU MONDIALE-----	25
II -LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETE-----	26
SECTION II : POIDS DE L'AGRICULTURE DANS	
L'ECONOMIE MALGACHE -----	27
I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE A MADAGASCAR -----	27
1) Caractéristiques du secteur agricole -----	28
2) Le riz à Madagascar -----	28
II : LA PRODUCTION AGRICOLE A MADAGASCAR -----	29
1) La production rizicole dans la production nationale-----	29
2) Contraintes faces à l'agriculture-----	30
 PARTIE II- PAR QUELS MOYENS PEUT-ON	
EFFICACEMENT METTRE L'AGRICULTURE	
POUR REDUIRE LA PAUVRETE ?-----	33
CHAPITRE I-LE ROLE DE L'AGRICULTEUR ET L'ETAT DANS LE SECTEUR	
AGRICOLE -----	34
SECTION I : LE ROLE DE L'AGRICULTEUR -----	34
I-UTILISATION DES TECHNIQUES PRODUCTIVES -----	34
1) Techniques concernant les aménagements-----	34
2) Techniques concernant les cultures-----	34
3) Technique concernant la préparation du sol et son travail-----	35
4) Techniques concernant la fertilisation-----	35
SECTION II : LE ROLE DE L'ETAT-----	35
I-RENFORCER LA SECURITE ET L'EDUCATION	
DANS LES ZONES RURALES -----	35
II-DEFIS CONTRE LES BLOCAGES ECONOMIQUES -----	36
III-ACCROITRE LES SURFACES D'EXPLOITATION	
AGRICOLE ET LA SECURISATION FONCIERE-----	37

CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE -----	39
SECTION I-REFORMER LES POLITIQUES AGRICOLES -----	39
I- LA POLITIQUE DU COMMERCE -----	39
II-GESTION DU PRIX -----	39
III-POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE -----	40
IV-FACILITE L'ACCES AU CREDIT-----	42
V-REFORME FISCALE AGRICOLE-----	42
SECTION II-AMENER L'AGRICULTURE AU MARCHE -----	44
I-AUGMENTER LA VALEUR DES RESSOURCESPAR	
L'UTILISATIOND'INTRANTS D'ORIGINE EXTERIEUR-----	44
II-PARTENARIAT MONDIAL -----	45
III-RENFORCER LES COMPETENCES DES AGRICULTEURS -----	47
IV- MOTIVE LES JEUNES AGRICULTEURS -----	48
 CONCLUSION GENERALE -----	 49
 BIBLIOGRAPHIE -----	 I
 ANNEXES-----	 III

Nom : RAFANOMEZANTSOA

Prénom : Jaonarivelo

Option : Administration

Titre : « L'amélioration du secteur agricole pour réduire la pauvreté à Madagascar »

Nombre de pages : 50

Nombre de tableaux : 17

Nombre de figures : 02

Encadreur : Dr. RAVELOSON Harimisa

Résumé :

Le vrai défi de l'agriculture mondiale est l'optimisation de sa production. L'agriculture peut constituer une source de croissance de l'économie nationale, un facteur d'opportunités d'investissement pour le secteur privé et un moteur de premier ordre pour l'industrie et le secteur non agricole, en tant qu'activité économique. La production agricole est importante pour la sécurité alimentaire car elle représente une source de revenu pour la majorité des ruraux pauvres. D'où on peut dépasser les techniques archaïques qui peut qualifier improductive, puisque sa rendement ne dépasse pas 1 T/ ha. Elle est un obstacle dans le secteur agricole et même à la réduction de la pauvreté. Ensuite, le problème de la sécurité est également un élément suscitant la réticence des paysans à produire. Les actes de « dahalo », de vandalisme et le vol sont un quotidien auquel le milieu rural semble n'avoir jamais pu échapper jusqu'à maintenant. En effet, pour accroître la production agricole, les agriculteurs et l'Etat a un rôle plus stratégie dans cette activité. D'une coté l'Etat, peut renforcer la sécurité, la formation des paysans, réforme fiscale, facilité à la recherche des partenariats mondial pour s'investir, surtout des infrastructures d'irrigation, et mettre en place la sécurité foncière. D'autre coté, les agriculteurs peuvent être appliqué des méthodes et des tactiques modernes dans le but d'améliorer la situation agricole comme le pilier de l'économie du pays. En outre, une des raisons majeures de la faiblesse de la productivité réside dans la manque de maîtrise efficace de l'eau. Donc, il faut élaborer une stratégie agricole et rurale intégrée visant un garanti à l'approvisionnement alimentaire des Malgaches. Comme nous l'avons dit, le premier besoin économique de l'homme est le besoin de nourriture. Avant tout, le but principal de notre stratégie est d'assurer d'abord cette tache fondamentale.

Mots clés : Agriculture, diminution de la pauvreté, amélioration ; politique agricole, insécurité foncière.

Adresse de l'auteur; CAV 145 Ankaditany.